

MAGHREB
MACHREK

Sommaire

Numéro 121, juillet-août-septembre 1988

Etudes

Les islamistes palestiniens à l'épreuve du soulèvement

5

Jean-François Legrain

Apparus à la fin des années 70 en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, les islamistes se sont surtout fait connaître par leurs entreprises de réislamisation autoritaire de la société et leur lutte acharnée contre les partisans de l'OLP proches du parti communiste ; malgré un discours radical sur l'illégitimité de l'État d'Israël, la mouvance des Frères musulmans a ajourné la lutte contre l'occupant. En 1986, un groupe scissionniste, constitué quelques années auparavant sur la base d'une critique radicale de cette politique des Frères, se réclame du devoir de « jihad » et multiplie les opérations de résistance armée. Lors du déclenchement du soulèvement général palestinien en décembre 1987, beaucoup d'observateurs ont cru à une prise de contrôle des événements par les islamistes. La lecture des communiqués de la « direction unifiée du soulèvement » montre au contraire que les islamistes ont échoué à imposer leurs analyses malgré une contribution non négligeable à la mobilisation populaire. C'est de l'OLP que se réclame le mouvement. Contrairement à ce que l'on observe dans la grande majorité des autres pays d'islam, les islamistes palestiniens ne symbolisent pas la lutte contre l'oppression et ne bénéficient pas de l'aura du martyr et de la prison. Les opérations du « Jihad islamique » n'ont sans doute pas encore été suffisamment nombreuses et la répression israélienne à son égard suffisamment forte pour faire oublier les compromissions politiques des islamistes proches des Frères musulmans.

في هذا العدد

العدد 121، يوليو - أغسطس - سبتمبر 1988

الابحاث

- الاسلاميون الفلسطينيون في محنة الانتفاضة

(جان فرانسوا لوفران)

برز الاسلاميون الفلسطينيون في نهاية السبعينات في كل من الضفة الغربية وغزة وعرفوا بوجه خاص من خلال المبادرات التسلطية الهادفة الى إعادة الصبغة الاسلامية للمجتمع والمقاومة المستميتة ضد أنصار منظمة تحرير فلسطين المتقربين من الحزب الشيوعي. وعلى الرغم من خطابهم المتجذر في خصوص لاشريعة الدولة الاسرائيلية، فان حركتهم قد أجلت النضال ضد المحتل. وفي 1986، انشق فريق منهم تأسس قبل ذلك بسنين انطلافا من نقد قام به أحد أفراده لتلك السياسة، وأعلن أنصاره عن وجوب « الجهاد » وضاعفوا من عمليات المقاومة المسلحة.

وخلال الانتفاضة الفلسطينية الشاملة التي انطلقت في ديسمبر 1987، ظن عدد كبير من الملاحظين ان ذلك بايعاز من الاسلاميين وأن هؤلاء هم المسيرين الحقيقيين للاحداث غير أن إستقراء البلاغات الصادرة عن « القيادة الموحدة للانتفاضة » يبين بوضوح ان الاسلاميين قد فشلوا في فرض تحليلاتهم على الرغم من إسهام لا يستهان به شاركوا عن طريقه في التعبئة الشعبية. ومعلوم أن الانتفاضة نسبت نفسها الى منظمة تحرير فلسطين. وعكسا لما يلاحظ في أغلبية البلدان الاسلامية الاخرى، نسجل أن الاسلاميين الفلسطينيين ليسوا هم الذين يمثلون كرمز النضال ضد الاضطهاد ولاهم الذين ينفردون بهالة الشهداء ولا بشرف السجون والمحتشدات. ولا شك ان « عمليات » الاسلاميين الفلسطينيين لم تبلغ حد الكفاية كما أن اضطهادهم من طرف إسرائيل لم يبلغ حدا أقصى حتى تنسى تنازلاتهم السياسية المشينة التي تقرّبهم من حركة الاخوان المسلمين.

Etudes

Les islamistes palestiniens à l'épreuve du soulèvement *

Les islamistes palestiniens, apparus dès la fin des années 70 en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, n'ont jamais fait l'objet d'un discours raisonné de la part des instances dirigeantes palestiniennes de l'extérieur (1). Seule la presse de l'intérieur, située à Jérusalem-Est, ne craint pas de temps à autre de publier quelques articles sur la question et ce dès 1982 (2). Ce silence officiel de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) — simple mutisme et/ou déni de l'existence même d'un tel courant? — est de règle alors que, pourtant, des réajustements politiques notables s'y opèrent. Revendiquant l'exclusivité dans l'expression politique de l'identité nationale, l'OLP coalise les diverses forces et organisations du peuple palestinien, au gré de leur opposition et de leur puissance, tentant de les intégrer. Depuis bien longtemps déjà, les nécessités liées à la politique extérieure et les rivalités entre les différentes parties de l'OLP avaient imposé de prendre en compte l'élément islamiste. En 1983, par exemple, l'Organisation passe alliance, à Tripoli du Liban, avec les Frères musulmans rescapés des massacres de Hamâ (Syrie) et le Mouvement de l'unité islamique du cheikh Sa'ïd Cha'ban, ou encore avec le Hizbollâh au Sud-Liban. Au sein même de l'OLP, le symbolisme religieux, présent dès la fondation du mouvement national palestinien et jamais abandonné (3), est aujourd'hui mis en avant par bon nombre de cadres : Yasser Arafat multiplie les prières en public tandis que, dans les revues de toutes obédiences politiques y compris marxisantes, les photos de l'esplanade de la mosquée al-Aqça remplies de milliers d'hommes en prière côtoient dorénavant celles du peuple en armes. Les religieux font leur apparition au sein des instances dirigeantes de l'Organisation, deux de leurs représentants ayant été inclus dans le Conseil central lors du dernier Conseil national palestinien (CNP) réuni à Alger en avril 1987. Dans les territoires occupés, c'est dès le début des années 80 que l'élément islamiste intervient sur l'échiquier politique palestinien et dans ses luttes internes, des alliances plus ou moins clandestines étant passées entre les activistes religieux et certains éléments du Fath contre le parti communiste et ses proches.

* Ce texte a été élaboré à partir d'une documentation et d'entretiens recueillis sur le terrain, ayant pour objet initial l'étude des mouvements islamistes en Cisjordanie et à Gaza, et de leur évolution depuis la fin des années 70. Après décembre 1987, J.-F. Legrain a été amené à évaluer la place de ces mouvements dans le soulèvement populaire des territoires, et à poser la question du lien entre l'activisme islamique et les moteurs de l'intifâdâ. Nous donnons ici une version abrégée du texte présenté à un colloque organisé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI, Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 30 mai-1^{er} juin 1988), par Gilles Képel, Yann Richard et Olivier Roy sur « Intellectuels et militants de l'islam contemporain », dont les Actes définitifs seront publiés au début de 1989. Bon nombre des tracts cités se trouvent rassemblés au Centre d'Etudes arabes de Jérusalem, dirigé par Fayçal Husseini : celui-ci a été placé de nouveau, le 31 juillet, en détention administrative pour six mois, et le Centre fermé pour un an. NDLR.

Mais les défenseurs de la cause palestinienne, officiels arabes comme militants occidentaux, ont interprété l'absence de l'islamisme palestinien dans le discours de l'OLP comme la preuve qu'il n'existait pas. Les journalistes, curieusement, n'ont jamais rompu ce silence; jusqu'en 1986, le nombre d'articles de la presse internationale consacrés à cette matière est dérisoire (4). La recherche universitaire, enfin, toujours plus lente à se mettre en marche, commence seulement à s'exprimer (5).

Ce mutisme presque général semble reposer sur deux *a priori* : au nom de l'unité arabe indéfectible, il est impensable que des Palestiniens puissent rejeter la ligne politique de l'OLP et de la Ligue arabe, et s'allier aux pourfendeurs des régimes arabes en place, quand ces derniers sont censés être les premiers défenseurs au monde de la cause palestinienne. Au nom de l'unité islamique, il est tout aussi impensable que des musulmans constituent sur la base de leur foi des groupes idéologiquement et politiquement divergents du consensus islamique institutionnel lié aux Etats, qui revendiquent tous l'exclusivité de la légitimité (6). Seule, la presse islamique des oppositions étatiques proches des Frères musulmans, en Egypte ou dans l'émigration européenne, publie périodiquement reportages ou prises de position sur des événements liés à l'islam, touchant les Palestiniens (7). Les réticences de bon nombre d'observateurs occidentaux favorables à la cause palestinienne, peuvent s'expliquer, quant à elles, par la volonté de préserver un reste d'idéal : à tort ou à raison, en effet, la lutte palestinienne, dès la fin des années 60 et tout au long des années 70, a incarné le progressisme révolutionnaire et la lutte de libération nationale par excellence menée par le peuple en armes; après la révolution iranienne et la conversion de bon nombre de militants du nationalisme à l'islamisme, la résistance palestinienne a fait figure de dernière rescapée des idéaux du progressisme nationaliste d'antan. En Israël, enfin, les gouvernements successifs, tout occupés à entretenir le feu de la dissension parmi les rangs palestiniens, gardent le silence, se cantonnant dans une position de retrait bienveillant devant l'apparition des islamistes à Gaza comme en Cisjordanie (8).

L'information sur les islamistes fait une entrée en force dans la presse internationale et israélienne à partir de l'automne 1986, après une série d'opérations militaires spectaculaires menées contre des Israéliens au nom du « jihâd » (la lutte sur le chemin de Dieu). La presse découvre avec stupeur et fascination la présence des islamistes dans la société palestinienne, gonflant alors le phénomène d'autant plus qu'elle l'avait nié; rares, cependant, sont les enquêtes un peu approfondies, à quelques exceptions près (9). Le soulèvement général de la population palestinienne qui embrase la Cisjordanie et la Bande de Gaza depuis le 9 décembre 1987, par son ampleur et sa capacité à durer, a surpris tous les observateurs. Sur sa lancée, la presse internationale a d'abord eu tendance, dans une première phase, à y voir la main active, sinon omniprésente, des islamistes, tandis que l'OLP se cantonnait dans une expectative prudente (10). Dans un deuxième temps, l'OLP étant parvenue à faire preuve d'une certaine maîtrise des événements, les islamistes disparaissent à nouveau totalement des enquêtes journalistiques. Israël, de son côté, oscillant entre la thèse de la spontanéité pure et celle de la manipulation extérieure de l'OLP, ne développe le thème du terrorisme islamique que dans les tout débuts du soulèvement et avec une extrême retenue (11). Bien que prioritairement intéressée par les questions afghanes, la presse islamique internationale, quant à elle, maintient et multiplie ses revendications d'appropriation du soulèvement (12), tandis que la presse arabe officielle et officieuse se préoccupe beaucoup plus de stratégie régionale que d'enquêtes locales, tentant de protéger au

mieux les gouvernements en place de toutes les conséquences fâcheuses d'un soulèvement qu'ils ne peuvent contrôler (13).

Seul le retour à un examen minutieux des faits peut permettre de déjouer les erreurs et les manipulations d'une telle historiographie, et d'évaluer raisonnablement la place des islamistes sur la scène politique palestinienne de ces dernières années, et tout particulièrement leur participation au soulèvement actuel. Il convient tout d'abord de dresser un inventaire aussi précis que possible des associations actives tant dans le domaine de la réislamisation à incidence politique que dans celui de la lutte anti-israélienne menée au nom du jihâd, depuis leur apparition vers la fin des années 70 : histoire des groupes et de leurs dirigeants, repérage de leurs réseaux, identification de leurs publications et de leurs présupposés idéologiques. Nous considérerons ensuite le soulèvement, — pour la période qui va du 9 décembre à la mi-avril —, et tenterons d'analyser ses structures politiques, comités populaires locaux et direction unifiée d'une part, Mouvement de la résistance islamique et Jihâd islamique d'autre part. Nous serons amenés ainsi à poser la question du devenir des mouvements islamistes : bien que parvenus à une maîtrise de leur idéologie et de leur pratique militaire, salués par une population prête à partager bon nombre de leurs idéaux et fière qu'enfin ses fils les plus pieux participent à la lutte armée contre l'occupant, les groupes du Jihâd ont-ils tenu, au sein du soulèvement, la place que l'on pouvait attendre ? Le soulèvement a-t-il été l'occasion d'une expansion du mouvement au détriment des partisans de l'OLP ou de ceux qui visaient à une simple réislamisation de la société ? A-t-il, au contraire, signifié l'incapacité du Jihâd à dynamiser le mouvement de tout un peuple ?

Partisans de la réislamisation et partisans du Jihâd armé

Durant les dix premières années de l'occupation, l'islam avait fait peu parler de lui. Seule structure officielle en Cisjordanie, le Conseil islamique suprême mis en place dès le lendemain de la guerre de 1967 (dont Israël ne reconnaît pas la juridiction sur Jérusalem-Est), s'est rapidement aligné sur la politique jordanienne dont il constitue l'un des agents à travers son réseau de l'administration des mosquées et des « waqf-s » (biens de main morte). L'Association des Frères musulmans, apparue dans la région durant la seconde moitié des années 40, qui avait bénéficié de l'indulgence de la couronne hachémite et dont les membres et sympathisants sont désormais plus ou moins intégrés dans les diverses associations liées au Conseil, n'a plus fait parler d'elle. Enfin, le « Hizb al-tahrîr al-islâmî » (Parti de la libération islamique) fondé par le cheikh Nabahâni de Naplouse en 1952 et objet d'une répression constante, s'est retiré de la lutte politique, considérant que la situation empêchait momentanément la constitution d'un parti capable de prendre le pouvoir et de restaurer le califat, but de son action (14).

Réislamisation autoritaire de la société

Une nouvelle période commence à la fin des années 70 avec l'apparition soudaine d'un activisme religieux diffus dont la première grande manifestation publique survient dans les universités à l'occasion des élections au conseil des étudiants. En novembre 1979, à l'université de Bir Zeit, une liste religieuse emporte, face à la liste nationaliste unie, 48 % des suffrages sous le slogan « la mosquée et l'église contre les incroyants ». A partir de l'année suivante ce sont les listes de Blocs islamiques (« al-Kutla al-islâmiyya ») qui vont, à Bir Zeit comme à l'université al-Najâh de Naplouse, attirer en moyenne 35 à 45 % des voix. L'université islamique de Gaza, quant à elle, élit depuis sa fondation en 1978 un conseil des étudiants exclusivement issu du Bloc islamique.

Structures organisationnelles de la réislamisation

Entretien souvent des liens organiques avec ces Blocs universitaires, plusieurs associations religieuses se réclamant de l'héritage des Frères musulmans apparaissent également dans les villes des territoires occupés. A Gaza, la plus importante d'entre elles, « al-Majma' al-islâmî », (La Société islamique) est fondée en 1973 (15), par cheikh Ahmad Yâsîn qui la préside jusqu'à son arrestation en 1984 et auquel succède Ibrâhim Yâzûrî. Le nombre de ses membres actifs varie de 1200 à 2000 selon les sources.

Selon certaines sources proches de la Société, celle-ci contrôlerait près de 40 % des mosquées de la Bande de Gaza. Elle gère directement deux centres où 900 enfants, selon les chiffres fournis par I. Yâzûrî, reçoivent un enseignement religieux élémentaire, et contrôle tout un réseau d'organisations caritatives, culturelles et culturelles dans les camps de réfugiés comme à Gaza même. Jusqu'en 1986, date à laquelle les autorités israéliennes le lui ont interdit, la Société se chargeait du recouvrement de la « zakât » (dîme musulmane) et de sa gestion au profit des plus défavorisés à travers son réseau caritatif propre. Les Israéliens ont également ordonné la fermeture de deux dispensaires gérés par la Société. « Al-Majma' » possède une branche féminine, « Jam'iyya al-fatâyât al-muslimât » (Association des jeunes filles musulmanes), dirigée par 'Amal Zumaylî (16).

« Al-Jam'iyya al-islâmiyya » (L'Association islamique) a été fondée en 1976 par Khaîl al-Qûka, déporté le 11 avril 1988 pour sa prédication qualifiée de révolutionnaire (17). La « Jam'iyyat al-salah al-islâmiyya » (Association islamique du bien) a été fondée, quant à elle, par Tawfiq al-Kurd (18) et, selon l'un de mes interlocuteurs, suivrait les principes de l'association égyptienne « al-Takfir wal-Higra » (Anathème et retrait) : rejet de la société islamique actuelle considérée comme retombée dans le domaine de la barbarie anté-islamique et retrait au sein d'une contre-société parfaite. D'autres associations, encore, animent la réislamisation (« la Tendance islamique », etc.).

Les noms de cheikh Ahmad Yâsîn et de cheikh Muhammad 'Awad, doyen de l'Institut islamique al-Azhâr de Gaza, autre vivier d'activistes islamiques, sont couramment avancés à propos de l'identité du fédérateur de ces groupes relevant de la mouvance des Frères musulmans, fédérateur qui aurait peut-être le rang de Guide suprême des Frères musulmans de la Bande de Gaza (19).

De nombreuses publications, plus ou moins clandestines et à périodicité variable, diffusent les idées de cette mouvance. Citons : *al-Sahwa al-islâmiyya* (Le Réveil islamique), publié par le conseil étudiant (Bloc islamique) de

l'université islamique depuis 1986; *al-Nidâ'* (L'Appel), publié par le même conseil (sans date); *al-Chihâb* (L'Étoile filante), publié par la mosquée de l'université depuis 1985; *Sawt al-jamâ'a al-islâmiyya* (La Voix de la communauté islamique), journal universitaire qui publie son premier numéro en octobre 1985.

En Cisjordanie comme à Gaza, la prédication est menée tant par les divers Blocs islamiques des universités que par des associations urbaines. L'une des plus connues est la « Jam'iyyat al-chabbân al-muslimîn », (Association de la jeunesse musulmane), fondée en 1974, dont le siège est à Jérusalem mais qui possède plusieurs branches en Cisjordanie. Plusieurs publications diffusent en Cisjordanie les idées proches de celles des Frères musulmans : elles concurrencent l'officiel *Hudâ al-islâm* (La Voie de l'islam), publié chaque mois depuis octobre 1982 par le Conseil islamique suprême. L'une des plus répandues depuis 1983, *al-Muntalaq* (L'Absolu) est l'œuvre du comité de gestion de la mosquée de l'université al-Najâh de Naplouse. La mosquée de l'université d'Hébron diffuse depuis 1986 *al-Sabîl* (Le Chemin), après avoir publié *Darb al-Mû'minîn* (Sentier des croyants) (20).

Ces organisations religieuses, fidèles à la stratégie traditionnelle et à l'idéologie des Frères musulmans, telles qu'exprimées par Hasan al-Bannâ et Sayyid Qutb, ont travaillé tout au long des années 80 à pénétrer et structurer la vie quotidienne de la population, tout particulièrement dans leurs fiefs universitaires, mêlant activités sociales, prédication et réforme morale; beaucoup d'entre elles ont soumis leurs adhérents à une formation rigoureuse dans les sports de combat (21). Toujours prêtes à tenir un discours maximaliste sur Israël dont elles réclament la destruction, et sur les Etats arabes et musulmans, contestant la sincérité de la foi qu'ils affichent, ces organisations jouent cependant, en pratique, de toutes les ambiguïtés : face à l'occupant d'une part, s'abstenant de tout activisme anti-israélien, elles bénéficient d'une impunité certaine; dans les conflits syndicaux d'autre part, elles s'allient aux pro-jordaniens dont elles reçoivent un soutien discret, et s'attaquent de façon permanente aux partisans de la gauche de l'OLP, tout particulièrement les communistes.

Les « Frères » contre la gauche

Des heurts violents entre religieux et communistes ponctuent ainsi l'histoire de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza depuis 1980. Diverses opérations auraient été à cette époque le fruit d'une alliance conclue à Gaza entre « les Frères » (selon l'expression générique utilisée par les « nationalistes ») et certains éléments du Fath (22).

En 1983, les « Frères » se font remarquer dans leurs expéditions punitives contre les « îlots d'infidélité » en bien des occasions. A Jérusalem, par exemple, des lieux de loisirs (le cinéma al-Nazha et le restaurant Philadelphie) font l'objet de tentatives d'incendie criminel attribuées aux activistes religieux (23).

Le 5 mars 1985, des incidents graves font de nombreux blessés sur le campus de l'université islamique de Gaza, conduisant l'armée israélienne à intervenir et à opérer un certain nombre d'arrestations. L'administration de l'université se trouve contrainte, pour la première fois, de fermer l'université pour dix jours (24).

L'année 1986 voit se multiplier les incidents, les islamistes augmentant parallèlement leur pression sur la société. Durant tout le mois de Ramadan, les heurts se succèdent entre pratiquants et non-pratiquants (un jeune homme est molesté pour avoir fumé dans la rue; plusieurs femmes non voilées sont la cible de jets d'acide). Les 5 et 6 mai, prenant pour prétexte l'agression

devant sa maison du camp de Jabaliya d'une étudiante de l'université islamique (agression unanimement condamnée), un groupe d'activistes islamistes, armés de chaînes et de barres de fer, attaque le domicile de plusieurs étudiants et habitants de la région connus pour leur engagement aux côtés de l'OLP, faisant 5 blessés. Le 17, l'armée israélienne intercepte sur la route de Rafâh deux voitures dont les occupants, barbus, sont munis de chaînes et de barres de fer (25). Le 26 juin, un groupe d'islamistes, une fois encore munis de barres de fer, s'en prend violemment au docteur Rabah Muhanna de Gaza et à huit membres de sa famille venus le secourir. L'attaque est revendiquée par « la Tendance islamique » qui accuse le médecin d'être un communiste et d'avoir frappé des islamistes. Selon certains, les attaquants étaient membres d'« al-Majma' al-Islâmî » et avaient agi au lendemain d'une attaque menée contre son président, le docteur Yazûrî (26); les islamistes sont aussi furieux d'avoir perdu le contrôle de l'Association médicale arabe qu'ils dominaient jusqu'en 1985 (27). En juillet de la même année, comme plusieurs fois au printemps, un groupe d'activistes intervient dans un mariage à Khan Yûnis (Bande de Gaza) où l'on dansait aux rythmes de musiques occidentales; des heurts s'ensuivent, obligeant la police à intervenir (28).

Islam et lutte armée

Malgré un discours radical sur l'illégitimité de l'Etat d'Israël et son nécessaire anéantissement, ces groupes proches des Frères musulmans ont ajourné la lutte armée contre l'occupant et fait de la réislamisation immédiate et souvent autoritaire de la société palestinienne la première de leurs activités, fréquemment synonyme de combat contre une gauche qualifiée d'infidèle. Quelques cas d'appel au jihâd armé et d'opérations militaires menées au nom de l'islam contre l'occupant ont cependant été observés mais sont demeurés isolés jusqu'en 1986.

Les opérations militaires revendiquées au nom de l'islam

Dans les années 70, certains assassinats d'Israéliens auraient été le fait d'activistes religieux, en particulier dans la Bande de Gaza. Ce n'est qu'à partir des années 80 cependant, que des cas plus différenciés apparaissent. Des tracts signés « Jihâd islamique » auraient commencé, alors, à circuler, revendiquant certaines opérations anti-israéliennes; quelques arrestations sont signalées dans les milieux islamiques. Lorsque, le 2 mai 1980, une opération militaire coûte la vie à cinq colons israéliens à Hébron, les autorités en prennent prétexte pour expulser les maires d'Hébron et de Halhul, Fahd al-Qawâsmî et Muhammad Milhim, ainsi que le qâdî de la ville, cheikh Rajab Bayyûd al-Tâmîmî, l'un des propagandistes les plus actifs en faveur du jihâd contre Israël (29). En janvier 1981, une vingtaine de religieux musulmans, soupçonnés d'avoir été enrôlés dans le FDLP et le FPLP, sont arrêtés en Cisjordanie. Les autorités militaires annoncent dans le même temps la découverte d'une importante cache d'armes dans une mosquée du nord de la Cisjordanie. Le ministère israélien de la Défense tient cependant à préciser qu'il s'agit de cas isolés, les vingt suspects n'appartenant pas à un même réseau (30). Chez les Palestiniens de nationalité israélienne, on voit apparaître à la même époque un phénomène semblable (31).

La première opération spectaculaire réalisée contre l'occupant au nom de l'islam a lieu le 7 juillet 1983, lorsqu'un jeune colon israélien est poignardé à mort dans le centre d'Hébron par un groupe de trois hommes, qui seront arrêtés trois mois après; en représailles, des colons, dans un sanglant attentat contre le campus de l'université d'Hébron, trois semaines plus tard, tuent trois étudiants et en blessent trente-trois autres. Les autorités israéliennes saisissent aussi ce prétexte pour déposer le maire d'Hébron par interim, Mustafâ Natché, attaché à défendre sa ville contre la judaïsation, et pour saisir le marché aux légumes et la gare routière, immédiatement transformés en colonie de peuplement au cœur de la cité. Lors de son procès en juin 1984, l'un des membres du groupe revendique son appartenance à une organisation nommée « al-Jihâd al-muqaddas » (Jihâd sacré) (32).

Un second événement retentissant a lieu en octobre 1984 à Gaza : cinq membres d'une cellule religieuse regroupée autour de cheikh Ahmad Yâsîn, par ailleurs président d'« al-Majma' al-islâmî », sont arrêtés et accusés de possession illégale d'armes visant à des actes de sabotage « en vue de l'établissement d'un Etat islamique en remplacement de l'Etat d'Israël ». Leur cellule aurait été créée en 1983, sans lien avec l'OLP, précisent les autorités israéliennes. L'arsenal exposé lors du procès est conséquent : pistolets, fusils mitrailleurs, bazooka, etc. Ils sont également accusés d'avoir reçu 12000 dinars jordaniens (environ 30000 dollars) d'un parlementaire jordanien, Yûsuf al-'Azam, pour acquérir de nouvelles armes (33).

C'est seulement en 1986-1987 qu'on assiste à une série d'opérations militaires revendiquées au nom de l'islam, suscitant, pour la première fois à cette échelle, une prise de conscience publique de l'existence du phénomène. Des arrestations sont opérées dès le début de l'année 1986 pour « appartenance au Jihâd islamique », selon l'expression reçue (34). Mais l'opération militaire anti-israélienne de la plus grande envergure menée par une cellule structurée se réclamant du Jihâd islamique a lieu dans la vieille ville de Jérusalem le 15 octobre 1986. Ce jour-là, près de la porte des Maghrébins, un commando de trois hommes lance des grenades sur les nouvelles recrues d'une brigade d'infanterie d'élite qui vient de prêter serment devant le Mur des Lamentations au terme de leurs classes (un mort et soixante-neuf blessés). Les auteurs de l'opération sont arrêtés quelques jours plus tard; d'importantes quantités d'armes et de munitions sont découvertes. De l'avis unanime des observateurs, l'opération témoigne d'une véritable maîtrise de la technique de guerilla. Ce même mois, l'attaque à coups de poignard, sur le marché de Gaza, de deux chauffeurs de taxis d'Ashkelon est aussi attribuée à des membres du Jihâd (35).

Si les relations entre ces nouveaux activistes religieux et les partisans de l'OLP sont problématiques (on le verra), il n'en demeure pas moins que, lors de la vague d'effervescence qui s'empare des territoires occupés en décembre 1986, des islamistes se trouvent, pour la première fois sans doute, aux premiers rangs des manifestants, mêlés aux nationalistes de tous bords. L'un de leurs dirigeants est d'ailleurs tué à Bir Zeit lors de la répression d'une manifestation par l'armée, et plusieurs d'entre eux sont blessés (36). Ce même mois, l'armée israélienne annonce avoir démantelé à Gaza une cellule du Jihâd soupçonnée d'assassinats et de tentative d'assassinat d'Israéliens à Gaza et Ashkelon (37). Le 18 février 1987, un chauffeur de taxi qui avait lancé son véhicule contre une patrouille près du camp d'al-'Askar (N. Cisjordanie) est abattu par des soldats israéliens. Si les circonstances de l'événement sont demeurées controversées, certains ne doutent pas que l'homme a été « guidé par sa foi musulmane » (38).

En ce même mois de février 1987, Israël décide, pour la première fois, de lancer un vaste coup de filet dans les milieux islamistes de Cisjordanie comme de Gaza, Frères musulmans traditionnels comme sympathisants du Jihâd. Plusieurs dizaines de personnes sont appréhendées, certaines étant ensuite inculpées d'appartenance à une « organisation islamique illégale », sans plus de précision. Parmi les interpellés, on relève les noms des responsables des cercles islamiques des universités de Naplouse et d'Hébron. Les notables religieux les plus importants de Naplouse sont également assignés à résidence (39). Une mesure semblable touche un dignitaire religieux palestinien de nationalité israélienne, cheikh 'Abdallâh Nimr Darwich, de Kafr Qâsim, animateur de la revue *al-Sirât* (Le droit chemin) (40). Le 27 mars 1987, cheikh Fâdil Sâlih, imâm à al-Bîra et membre influent des « Frères », est lui aussi assigné à résidence. Un réseau du Jihâd aurait également été démantelé à Bir Zeit vers cette époque (41). Au printemps, lors d'échauffourées entre l'armée et les étudiants à Bir Zeit, l'un d'entre eux, Mûsâ al-Hanafî, est tué ; son enterrement à Gaza donne lieu à des manifestations considérables, dévoilant son appartenance au Jihâd (42).

Le 18 mai 1987, le Jihâd fait à nouveau parler de lui, par l'évasion spectaculaire de six de ses membres de la prison centrale de Gaza, facilitée par les célébrations du Ramadan : les prières incessantes de leurs compagnons de captivité, amplifiées par hauts parleurs, couvrant le bruit, ils ont scié les barreaux de leur cellule sans éveiller l'attention des gardiens. L'un des six évadés est repris dès le 22 mai. Un second est abattu le 1^{er} octobre ainsi que deux hommes (simples amis ou membres du groupe ?) qui l'accompagnaient ; la version officielle israélienne indique que les trois hommes ont été tués après avoir refusé de s'arrêter à un barrage armé ; des circonstances troublantes conduisent la presse palestinienne à parler de « souricière » et à contester la version officielle : l'un des trois hommes serait en effet décédé bien après l'événement, des suites de torture. Deux évadés sont encore tués le 6 octobre dans un accrochage avec l'armée ainsi que deux autres combattants et un membre des services du contre-espionnage israéliens. Le commando se rendait sur le lieu « d'une opération de grande envergure », affirme le commandant israélien de la région Sud, montrant l'impressionnant arsenal saisi à cette occasion. Une cinquantaine d'arrestations sont immédiatement opérées. Ces deux événements sont suivis de manifestations populaires très importantes, annonciatrices du soulèvement général de décembre (43). Deux autres évadés sont encore en liberté, exfiltrés vers un pays arabe.

Entre l'évasion du mois de mai et les événements d'octobre, un certain nombre d'opérations armées ont été menées par le Jihâd, suivies de coups de filets israéliens. La plus spectaculaire a eu lieu le 2 août 1987 : un capitaine, chef de la police militaire de Gaza, est poignardé à mort au centre de la ville. Le 25 août, les autorités militaires israéliennes affirment avoir démantelé un important réseau du Jihâd qui préparait l'explosion d'une voiture piégée près des bureaux de la présidence du Conseil israélien à Jérusalem (44).

Le Jihâd islamique

Strictement clandestins, les mouvements se réclamant du Jihâd islamique ne peuvent être appréhendés qu'à travers les tracts et communiqués publiés (dont il est difficile parfois de prouver l'authenticité) et par les témoignages de militants arrêtés et jugés (45). Tout laisse penser que plusieurs groupes se cachent derrière cette dénomination générique.

Inventaire des groupes

Lorsque les documents originaux ont pu être retrouvés, en effet, des signatures très diverses apparaissent selon les lieux et les époques. L'appellation « Sarâyâ al-jihâd al-islâmî » (Brigades du Jihâd islamique, parfois suivi de « en Palestine ») ne recouvrirait qu'une aile militaire (mais y en a-t-il plusieurs?) d'une mouvance plus large, « al-Jihâd al-islâmî » (le Jihâd islamique), « Harakat al-jihâd al-islâmî fî Filastîn » (Mouvement du Jihâd islamique en Palestine, parfois suivie d'« occupée ») ou encore « al-Haraka al-islâmiyya fî-l-watan al-muhtall » (Mouvement islamique dans la patrie occupée). « Al-Jamâ'a al-islâmiyya » (La Communauté islamique), selon toute vraisemblance, est la branche étudiante du mouvement, son organe, *Sawt al-Jamâ'a al-islâmiyya*, (La voix de la communauté islamique) précisant qu'il est le porte-parole de « la Communauté islamique dans les universités et centres de Cisjordanie » (46); « al-Jamâ'a al-islâmiyya » opère également sur le campus de l'université islamique de Gaza (47). Un logo identique au sien apparaît sur *al-Bayân* (Le Manifeste), publication d'« al-Haraka al-tullâbiyya al-islâmiyya » (Mouvement étudiant islamique) qui étend ses compétences, cette fois, à « la patrie occupée » toute entière (48). La « Harakat al-jihâd al-islâmî fî Filastîn al-muhtalla » (Mouvement du jihâd islamique en Palestine occupée) paraît désigner le relais de l'organisation à l'extérieur des territoires occupés; son organe a été *al-Talî'a al-islâmiyya*, (L'avant-garde islamique), publié à Londres puis à Paris, et auquel semble succéder depuis février 1988 *al-Islâm wa Filastîn*, (L'Islam et la Palestine), publié à Chypre. *Al-Bayâdir al-Siyâsi* (14 novembre 1987) cite également « al-Tayyâr al-islâmî al-thawrî » (La tendance islamique révolutionnaire) ou encore « Hizb Allâh al-sunni » (Le Parti de Dieu [Hizbollah] sunnite) comme relevant de la même mouvance. Dans un communiqué destiné à la presse arabe et daté du 3 février 1988, le Mouvement du Jihâd islamique en Palestine occupée affirme à l'occasion du débat sur la conduite à adopter en ce qui concerne le soulèvement, qu'un sentiment d'appartenance commune à une même mouvance politique inspire des groupes aux stratégies diverses.

« Le Mouvement du Jihâd islamique opère dans le champ politique palestinien; ses fonctions sont politiques, populaires [*jamâhîrî*] et non pas militaires, contrairement à ce qu'avancent le *Sunday Times* et l'*Independent* selon lesquels le Jihâd islamique pousse à l'organisation d'opérations militaires comme contribution au soulèvement. En ce qui nous concerne, nous avons conscience que les fonctions dont nous sommes investis de même que la latitude laissée à nos masses résistantes, endurantes et combattantes, contraindront forcément l'ennemi à retirer son appareil militaire, par le seul effet du sang, des martyrs, des cris « Dieu seul est grand », et des pierres. Au même moment cependant, nous sommes capables de mener le Jihâd magnifique comme le mènent nos frères des Brigades du Jihâd islamique, qui ont opté pour l'œuvre du jihâd armé depuis leur première manifestation d'octobre 1986 avec l'opération héroïque près du Mur d'al-Burâq (49). »

Lorsqu'on emploie ici la dénomination « Jihâd islamique » sans autre précision, c'est donc pour désigner une nébuleuse politique et militaire aux références communes dans l'ordre du martyrologe comme des grands traits idéologiques. L'approche, cependant, ne peut rester pour le moment qu'approximative, faute d'information suffisante.

Recrutement du Jihâd

Le nombre de militants de cette mouvance réellement actifs militairement semble être très réduit, malgré sa forte présence médiatique et le crédit dont elle jouit auprès de la population. En recoupant les sources disponibles, on peut penser que, fin novembre 1987, le nombre de personnes détenues pour appartenance au Jihâd était de quatre-vingts à cent pour la Bande de Gaza (dont une trentaine incarcérées ces deux ou trois dernières années), et de

vingt à vingt-cinq en Cisjordanie (50). A titre de comparaison, le CICR avance, au printemps 87, pour l'ensemble des prisons israéliennes, le chiffre de plus de quatre mille détenus palestiniens.

Les seuls chiffres disponibles par ailleurs qui peuvent permettre d'évaluer l'impact de ce nouveau groupe sur la population — au-delà donc des « noyaux durs » — sont ceux des élections au conseil étudiant de l'université islamique de Gaza, où Frères musulmans traditionnels et partisans du jihâd armé sont en lice depuis deux ans. En novembre 1986, le Bloc islamique remportait 69 % des suffrages tandis que les « Mustaqillîn » (Indépendants), partisans du jihâd armé, faisaient un score de 4 % (51). En 1987, lors des élections des étudiantes, les « Frères » recueillent plus de 75 % des voix tandis que le Jihâd stagne à 4 % ; les étudiants, quant à eux, accordent 60 % de leurs suffrages au Bloc islamique et 11 % aux partisans du jihâd armé (52).

Pour beaucoup d'observateurs, le Jihâd islamique ne se serait réellement implanté que dans la Bande de Gaza et demeurerait extrêmement peu développé en Cisjordanie. Cette opinion semble devoir être révisée : sur les soixante militants du Jihâd nominalemt identifiés à partir des listes de condamnations prononcées par les tribunaux israéliens, vingt-sept sont originaires de Cisjordanie. S'il est admis que la Cisjordanie, de façon générale, a moins cultivé l'appartenance islamique que la Bande de Gaza, il n'en demeure pas moins que des cellules combattantes clandestines et surentraînées ont réussi à recruter à peu près également dans les deux régions.

Itinéraire des membres du Jihâd

Dans son communiqué à la presse du 3 février 1988, le Mouvement du Jihâd islamique en Palestine occupée résume ainsi les conditions de son apparition :

« Le Mouvement du Jihâd islamique est une expression islamique populaire [*jamâhîrî*] d'un long dialogue qui a commencé au milieu des années 70 sur la scène politique islamique palestinienne à propos du rôle des islamistes [*islâmiyyûn*] en ce qui concerne la cause palestinienne lorsque la première règle de ce mouvement a été adoptée avec le slogan-stratégie : la cause palestinienne constitue pour le mouvement islamique une cause centrale, pas seulement à l'intérieur de la Palestine mais également pour toutes les tendances islamiques dans la région. L'Etat de l'entité sioniste constitue le fer de lance de l'agression occidentale contre le monde arabe et islamique. Le mouvement islamique contemporain agit pour affronter le défi occidental dans tous ses aspects culturels, économiques et politiques (...). »

Beaucoup de mes interlocuteurs islamistes tiennent un discours semblable, convaincus que les militants se réclamant du Jihâd islamique sont tous issus de la mouvance des Frères musulmans. Il semble que la vérité soit plus nuancée. Une évolution interne aux mouvements de type « Frères musulmans » explique sans doute l'itinéraire de bon nombre de sympathisants plus ou moins actifs du Jihâd islamique et tout particulièrement des intellectuels du groupe. Les noyaux durs, armés, paraissent plus composites, mêlant, quant à eux, des jeunes issus de ces milieux jusque-là absents de la scène armée, et d'anciens militants de l'aile religieuse du Fath (53). D'autres encore ont adhéré au Jihâd après avoir combattu dans les rangs des diverses organisations de la résistance, y compris marxisantes (54).

Beaucoup de ces nouveaux militants sympathisants du Jihâd armé se sont donc d'abord manifestés par un engagement traditionnel du type « Frères musulmans », centré sur la priorité de la réislamisation de la société palestinienne par la réforme personnelle, la prédication et la lutte contre les mauvais musulmans d'une gauche « infidèle ». Dans cette perspective, l'édification d'un Etat islamique en Palestine ne peut intervenir qu'en tant qu'étape ultime et

inéductable, la société ayant été ré-islamisée au préalable. Dès la seconde moitié des années 70, un débat se serait instauré sur cet ordre des priorités. La révolution iranienne aura, sans aucun doute, grandement contribué à transformer les mentalités, amenant à considérer que le renversement de l'ordre infidèle doit précéder la réislamisation individuelle.

Une autre étape vers la constitution d'un véritable mouvement de Jihâd islamique serait intervenue au début des années 80 (1982-83?) avec une scission au sein d'« al-Majma' al-islâmî » ou de ses équivalents de Gaza : un petit groupe s'en détache et prend le nom de « Salafiyyûn », en référence aux « Salaf » (les Ancêtres, pieux Compagnons de Mahomet). Il s'agit toujours de réislamisation (autoritaire, puisque les jets d'acide et les descentes contre les magasins de vidéo, les bars et les mariages seraient le fait de membres du groupe) mais également de lutte *hic et nunc* contre le pouvoir « juif ». A ce stade, autant qu'on puisse le savoir en l'absence de tout document écrit, les militants, qui considèrent désormais le jihâd armé comme un devoir religieux individuel et actuel, se refusent encore pour des raisons morales à passer des alliances avec les partisans de l'OLP actifs dans le domaine militaire. Les « Salafiyyûn » auraient principalement regroupé des gens ayant étudié ou travaillé en Jordanie et en Arabie saoudite, le rigorisme wahhabite inspirant leur décision. A l'instar de leurs coreligionnaires du Nejd qui refusent les pèlerinages aux tombes au nom de la pureté du monothéisme, des religieux ont d'ailleurs détruit en avril 1984 le sanctuaire Hâchim 'Abd al-Manâf de Gaza qui abrite, selon la tradition populaire, le tombeau du grand-père de Mahomet.

Les « Salafiyyûn », aux dires de beaucoup, auraient maintenant quasiment disparu en tant que groupe ; leurs membres se retrouvent dans des associations de type Jihâd islamique qui n'hésitent plus à passer des alliances, à partir de considérations d'ordre simplement tactique, avec les nationalistes non religieux. Les « Salafiyyûn » avaient fait de la mosquée al-Sunniyeh de Khân Yûnis le centre de leur activités coordonnées par Salîm Churâb (mort en mars 1986?) et cheikh Muhammad Abû Jâmi'. Parmi les autres membres du groupe dont les noms ont été diffusés par les autorités israéliennes et par la presse, on trouve également cheikh 'Abd al-Masrî et cheikh Hasan Abû Chakra de Khân Yûnis, déporté le 11 avril 1988 (55).

Les guides du Jihâd Islamique

Beaucoup de sympathisants du Jihâd armé auraient donc emprunté cet itinéraire qui passait par la critique des positions politiques tenues par les diverses associations de type « Frères musulmans ». L'expérience de la prison aurait été décisive dans la décision de mener des opérations armées en liaison avec des partisans de l'OLP, décision prise aux alentours de 1985. Selon les autorités israéliennes, les deux principaux animateurs idéologiques du Jihâd islamique seraient cheikh 'Abd al-'Azîz 'Udah, 37 ans, originaire de Gaza et déporté le 11 avril 88, et Fathî Chqâqî, originaire de Rafâh, déporté le 17 août 88. Cheikh 'Udah avait obtenu un diplôme de sciences islamiques à l'université de Zagâzig en Egypte d'où il avait été expulsé pour avoir entretenu des liens avec des organisations islamiques extrémistes. Revenu à Gaza en 1981, il devient lecteur à l'université islamique et prêcheur à la mosquée 'Izz al-Dîn al-Qassâm de Bayt Lahya et à la mosquée Anan près du camp al-Châti' de Gaza. Arrêté en 1983, il est condamné à 11 mois de prison pour incitation au jihâd contre Israël, puis assigné à résidence pour une période d'un an. Guide spirituel du Jihâd selon les autorités israéliennes, il est déporté en avril 1988 (56). Fathî Chqâqî, originaire de Rafâh, est lui aussi diplômé de l'université de Zagâzig, docteur

en pharmacie. Vers 1979, il fonde une association, « al-Tafi'a al-Islâmiyya » (L'Avant-garde islamique) et, fasciné par la révolution iranienne, publie un opuscule, *Khomeini, la solution islamique et l'alternative* (57). Le Jihâd, par l'intermédiaire de ces deux hommes, aurait ainsi géré quatre mosquées dans la Bande de Gaza.

Ideologie du Jihâd

Le manifeste anonyme publié par le *Sawt al-Jamâ' al-islâmiyya* dans son premier numéro d'octobre 1986 paraît tout à fait significatif des idées du Jihâd. On y trouve en effet tous les thèmes développés dans les divers tracts de la mouvance et les interviews de cheikh 'Abd al-'Aziz 'Udah. Des identités de termes et d'expressions conduisent d'ailleurs à penser que le cheikh lui-même en est l'auteur :

« al-Jamâ'a al-islâmiyya : Une théorie précise et une ligne de conduite évidente sur le sentier de l'islam.

Frères et sœurs dans les universités et centres de la terre occupée. Du plus profond des blessures et des souffrances, nous venons vers vous à une époque de difficulté. Nous considérons que l'islam constitue une ligne de conduite claire et une théorie précise, un chemin vers le salut et la délivrance dans cette mer agitée, démontée et pleine de voies de désarroi et d'égarément.

Nous croyons en Dieu, notre Seigneur, en Mahomet — Que Dieu le bénisse —, envoyé et prophète, et dans l'islam, loi [*char'i'a*] et règle de vie. Nous considérons l'islam comme la religion véridique en tout temps et en tout lieu. Les musulmans ont vécu à l'ombre de son autorité pendant plus de treize siècles ininterrompus malgré les tentatives de ses ennemis, Croisés ou Tatars, d'enfoncer l'invulnérable barrage de l'islam et de détruire l'âme de la communauté [*umma*], préparant leurs *razzia* militairement, politiquement, économiquement et intellectuellement. Ce fut ce qui arriva lorsque l'Occident colonial tenta de détruire notre éthique et commença à faire appliquer les préceptes de l'impiété grâce à une poignée de dirigeants liés intellectuellement et politiquement à l'Occident colonialiste. Nous pensons donc que ces régimes sont des régimes d'impiété et de *jâhiliyya* [barbarie antérieure à l'islam], régimes hypocrites qui combattent l'islam. Nous considérons que le jihâd contre eux constitue un devoir légal [*darûra char'iyya*]. Nous sommes convaincus que le martyr Hasan al-Bannâ [fondateur de l'Association des Frères musulmans], Juhaymân al-'Utaybî [chef de l'insurrection mahdiste à La Mecque en 1979], Khâlid al-Islâmbuli [chef du commando qui a assassiné le président Sadate en octobre 1981], Sulaymân Khâtîr [le soldat égyptien qui a tué sept touristes israéliens dans le Sinai en 1985] et d'autres parmi les martyrs du jihâd islamique sont tombés sur ce sentier sacré.

L'établissement de l'entité israélienne au cœur de notre communauté est l'incarnation du défi occidental colonialiste, par la chair, le sang, l'intellect et l'âme. Nous réaffirmons donc que la cause palestinienne constitue la cause centrale du mouvement islamique qui voit dans la satisfaction de Dieu son but ultime et dans l'établissement de l'Etat de l'islam son objectif rapproché.

Al-Jamâ'a al-islâmiyya ne prétend pas représenter tous les musulmans mais se considère comme étant une tentative étudiante d'incarner la voix de l'islam conscient, éclairé et engagé. Nous tendons donc la main à tout musulman croyant dans l'islam en tant que profession de foi, loi et règle de vie. Aucun différend dans la manière de considérer les modes d'action politique ne doit nous interdire la rencontre, la solidarité et la compréhension mutuelle sur la base de l'islam magnifique et de l'unité islamique.

La situation critique que connaît actuellement notre cause palestinienne et les circonstances pénibles que vit notre peuple nous conduisent à réaffirmer la nécessité du dialogue entre Palestiniens et la prise de distance par rapport à toute forme de violence interne (...). »

Nous retrouvons ici les grands traits communs à tous les mouvements islamistes de par le monde : primauté de l'engagement politique et conscience de constituer une élite éclairée. Le rejet des régimes arabes et islamiques dans le domaine de la « *jâhiliyya* » comme le martyrologe placent le mouvement parmi les groupes les plus radicaux. L'appel à la coopération avec toutes les

forces palestiniennes consacre la distance sinon la rupture avec les groupes réformistes traditionnels.

Dans une interview réalisée peu de temps avant sa déportation et largement diffusée (58), cheikh 'Abd al-'Aziz 'Udah apporte quelques précisions par rapport au manifeste du *Sawt*. Après avoir rappelé la centralité de la cause palestinienne sur la scène islamique et avoir développé le thème de l'islam, seul rempart contre l'agression occidentale incarnée dans l'Etat d'Israël, il renouvelle ses attaques contre les régimes arabes dont il nie la légitimité et qui, selon lui, constituent avec Israël les « deux faces d'une même pièce ». 'Udah reconnaît assumer l'héritage de l'Association des Frères musulmans, précisant que le Jihâd est né de l'opposition aux « réformistes » du mouvement « pour leur réconciliation avec les régimes arabes ». « Le Jihâd islamique refuse de traiter avec les régimes arabes et croit au combat total. Nous considérons Sayyib Qutb comme représentant parfait de la tendance révolutionnaire islamique », affirme-t-il, prenant ainsi le parti de Qutb contre Hudaybî, le Guide suprême réformiste.

Ses critiques adressées à l'OLP portent, dans cette même interview, sur deux aspects : sa volonté de ne pas intervenir dans les affaires intérieures du monde arabe et la distance prise avec la révolution iranienne (cette dernière critique étant également adressée aux Frères musulmans). Pour 'Udah, la révolution islamique véritable contre les régimes arabes « pourris » passe en effet pour une alliance avec l'Iran, incarnation parfaite du véritable Jihâd. Dans d'autres textes de cette mouvance, les différends avec l'OLP sont encore nets, centrés autour de la question de l'abandon par l'OLP de la lutte armée en tant que voie unique vers la libération de la Palestine (59). Ces désaccords, pourtant, ne sauraient justifier, selon le Jihâd, la lutte violente avec les partisans de l'OLP : le dialogue avec les nationalistes non-religieux est nécessaire dès lors que l'ennemi commun est l'occupant israélien. 'Udah et le Jihâd prennent ici leur distance avec les autres activistes religieux et affichent leur spécificité : pour le Jihâd, en effet, il est clair que :

« les autres groupes islamiques se trompent quand ils se concentrent sur l'aspect spirituel de l'islam (...). Nous ne voulons pas créer des derviches en islam (...). Ce qui distingue le mouvement islamique révolutionnaire, c'est sa participation aux protestations populaires et à la mobilisation. Les musulmans révolutionnaires participent aux grèves, manifestations et autres formes de protestation. Les masses opprimées et écrasées demandent leurs droits, leurs pleins droits. Notre interprétation de l'islam n'est pas vague ; elle est basée sur notre compréhension des facteurs sociaux, politiques, et économiques qui animent les masses (...). L'islam exprime les griefs des masses. »

A cet aspect militant, le Jihâd ajoute un trait caractéristique de l'islam diffusé depuis l'Iran chi'ite, le goût du martyr, souvent présent dans ses tracts : « Frères et sœurs ! En cette période dissolue, il n'y a pas d'autre chemin pour nous que d'aspirer à la mort et d'abandonner ce bas-monde pour vivre. Il n'y a pas de pardon devant Dieu pour nous, si ce n'est dans l'affiliation véritable à l'islam » (60).

Les alliances militaires du Jihâd

L'ensemble des observateurs sont d'accord pour affirmer que, selon toute vraisemblance, le mouvement n'entretient aucun lien d'ordre organisationnel avec le Jihâd du Liban, même s'il peut partager ses idéaux et se montrer fier de ses actions (61). Une coordination, cependant, pourrait se mettre en place en Iran ; une réunion se serait tenue à Téhéran durant l'été 1987 entre divers responsables de mouvements islamiques de par le monde, dont un représentant des territoires occupés (62). Les officiels de l'OLP, quant à eux, soucieux de

l'image de la révolution palestinienne dans l'opinion publique internationale, ont multiplié les déclarations soulignant l'absence de relations entre le Jihâd islamique des territoires occupés dont ils saluent le courage et l'Iran ou les mouvements libanais responsables de l'enlèvement des otages occidentaux (63).

Les liens avec le groupe égyptien al-Jihâd, responsable de la mort d'Anouar al-Sadate, et avec l'islamisme égyptien apparaissent avec plus d'évidence. Ainsi, plusieurs membres du Jihâd, dont 'Udah et Chqâqî, arrêtés par les Israéliens avaient étudié en Egypte. De plus, parmi les références le plus souvent citées, les publications des Frères musulmans égyptiens arrivent en tête, avec *al-Mukhtâr al-islâmî*.

Pour les autorités israéliennes, il ne fait aucun doute que les réseaux du Jihâd islamique se sont mis en place avec le concours du Fath, certitude rendue publique après l'opération d'octobre 1986 près de la Porte des Maghrébins (64). Le coordinateur pour les affaires israéliennes de Cisjordanie, Shmuel Goren, va même jusqu'à affirmer que l'opération a été entièrement montée par le Fath, et non par le Jihâd. Selon le dossier de l'instruction, le commando, désigné ici comme appartenant au Jihâd, entretenait des liens opérationnels avec l'organisation de Y. Arafat; l'un de ses membres aurait été formé dans ses camps en Irak. Samir Ibrâhîm Mahmûd Nahma, arrêté après l'opération et reconnu coupable d'avoir fourni les armes au commando, a, en outre, revendiqué son appartenance au Fath lors de son procès en février 1987 (65). De même, à propos de la tentative d'attentat à la voiture piégée contre la présidence du Conseil à Jérusalem, l'armée israélienne affirme que le réseau du Jihâd était sous les ordres du Fath; ses membres auraient reçu un entraînement, l'un dans un camp de la résistance afghane au Pakistan, d'autres dans des camps du Fath en Jordanie, en Irak, en Syrie et en Algérie; selon les mêmes sources, le Fath aurait financé l'opération et fourni plusieurs dizaines de kilos d'explosifs (66).

Ces liens entre le Fath et le Jihâd islamique ont à nouveau été soulignés, par des sources arabes cette fois, lors de l'assassinat le 14 février 1988 à Limassol de trois Palestiniens, Muhammad Bheiss (alias Abû al-Hasan Qâsim), Muhammad Sultân (alias Hamdî 'Adwân) et Marwân Kayyâfî. Selon des témoignages recueillis à Beyrouth, les victimes appartenaient depuis longtemps au Fath; proches d'Abû Jihâd, elles auraient dirigé depuis son bureau de 'Ammân le « Jihâd islamique palestinien », chargé d'opérations en territoires occupés (67). Il avait également été fait allusion à de possibles liaisons entre le bureau d'Abû Jihâd et des islamistes lors des désordres qui ont ensanglanté l'université jordanienne de Yarmuk le 14 mai 1986.

Le Mouvement du Jihâd islamique en Palestine occupée, dans son communiqué à la presse du 3 février 1988, se contente de souligner ses bonnes relations avec « les frères du Fath ». Le Fath, en ce qui le concerne, se montre officiellement prêt à coopérer avec le Jihâd islamique. Pour Abû Jihâd,

« le courant islamiste est un mouvement important, notamment dans la Bande de Gaza (...). Face à la répression et à l'immoralité de la politique israélienne, il groupe des gens qui se sont repliés sur les racines de l'islam. Mais il est avant tout nationaliste et les différences de vues qui peuvent le distinguer des autres organisations palestiniennes s'estompent dès qu'il s'agit de faire face à l'occupant. Le Fath a pour politique de soutenir par tous les moyens dont il dispose tous ceux qui veulent résister à Israël (68).

Abû Jihâd, dans cette même interview, souligne que des représentants du courant islamiste ont participé au dernier Conseil national palestinien et que l'un d'eux, 'Abd al-Rahmân al-Hourânî, a même été élu au secrétariat général

du Conseil central de l'OLP. Pour cheikh 'Abd al-Hamîd al-Sâ'ih, président du CNP, « il n'y a aucun mal à ce que l'OLP coopère avec le courant islamique ou autre en vue d'unifier les efforts contre Israël. L'important, c'est que tous les mujâhidîn s'unifient en un seul front sans différends entre eux » (69). Abû Tayeb, chef de Force 17 (proche de Y. Arafat), aurait lui-même, selon le *Jerusalem Post*, annoncé la constitution dans les territoires occupés de cellules de jeunes religieux du Fath (70).

Chez les activistes religieux, les opinions sont contradictoires. Selon un « dirigeant des Frères musulmans de Cisjordanie » (71), le Jihâd est « une scission du Fath », qui entretient des relations avec les partisans de Y. Arafat qui veulent agir « sous le parapluie musulman ». De même pour Muhammad Siam, président de l'université islamique de Gaza, « Yasser Arafat ne veut pas écarter les religieux (...), il leur donne de l'argent et des armes » (72). Selon As'ad al-Saftâwi, compagnon de la première heure de Y. Arafat et d'Abû Jihâd, proche du Fath et des Frères musulmans de Gaza, « les liens entre le Fath et les groupes islamiques ne sont pas nouveaux, Y. Arafat et de nombreux autres dirigeants palestiniens étaient, dans les années 50, des membres actifs des Frères musulmans ». Pour lui, le Fath, en tant que mouvement nationaliste, accueille tous ceux qui veulent lutter contre Israël sans exiger une adhésion idéologique totale à ses principes (73). D'autres, loin de juger positive une telle situation, parlent de tentative non seulement de récupération mais, plus dangereux à leurs yeux, de contrôle du mouvement religieux. Pour l'un des idéologues des Frères musulmans de Cisjordanie, le Jihâd est autonome, et, selon lui, assez puissant pour organiser seul ses opérations. Y. Arafat et le Fath, toujours plus affaiblis depuis de nombreuses années, mèneraient tout simplement une campagne de récupération tous azimuts des opérations militaires (74). Cette opinion rejoint d'ailleurs celle de cheikh Ahmad Yâsin et de bien d'autres Frères (75).

Le soulèvement palestinien

C'est dans ce contexte que surviennent les événements unanimement désignés désormais sous le terme *intifâdâ*, « soulèvement ». L'année qui précède cette insurrection généralisée connaît, en effet, une multiplication des opérations militaires dans les territoires occupés eux-mêmes ; parmi les plus spectaculaires, outre celles du Jihâd islamique, citons l'attaque d'une patrouille de garde-frontières près de la porte de Damas à Jérusalem en février revendiquée par Force 17 et dont le bilan se solde par une douzaine de blessés israéliens. De nombreuses infiltrations ont également lieu depuis le Liban ; l'opération du 25 novembre 87 au cours de laquelle un commando du FPLP-CG venu du Sud-Liban en ULM attaque une caserne israélienne aura un retentissement considérable tant chez les Palestiniens que chez les Israéliens, traumatisés par la mort de six militaires ; début décembre, une autre opération est montée depuis le Liban, par mer et sous la responsabilité du Jihâd : un officier de la marine israélienne est tué. Des commandos sont interceptés, venant de Jordanie, et même d'Égypte. A plusieurs reprises, les territoires occupés entrent en rébellion (décembre 1986, février, mai, octobre 1987), à tel point qu'*al-Mukhtâr al-islâmî* dès le mois d'octobre titre l'un de ses articles consacré aux

Palestiniens « 1987, l'année du soulèvement ». Shmuel Goren, coordinateur israélien des activités en Cisjordanie parle lui-même de « mini-intifâda » pour qualifier des manifestations qui ont lieu à Balata en mai 1987. Dans ce contexte de multiplication et d'aggravation des heurts entre l'armée israélienne et la population, alors que l'agitation qui a fait suite à l'élimination des deux commandos du Jihâd en octobre est à peine retombée, l'étincelle, symbolique, du soulèvement aura été un accident de la route survenu à Gaza le 9 décembre 1987 : un semi-remorque israélien percute un taxi collectif palestinien, chargé d'ouvriers travaillant en Israël (quatre morts et neuf blessés, pour la plupart originaires du camp de Jabalya). Une rumeur se répand immédiatement, selon laquelle cet accident aurait été provoqué par les colons pour venger la mort d'un des leurs, récemment poignardé à Gaza, et déclenche des manifestations populaires de très grande ampleur (76).

Le processus est dès lors enclenché. Les troubles embrasent le camp de Jabalya, le lendemain ceux de Balata à la lisière de Naplouse et de Dahicha près de Bethléem, puis l'ensemble des territoires occupés. Les jeunes, adolescents et enfants, qui sont à l'origine du mouvement, sont très vite rejoints par les femmes puis par les adultes mâles. Beaucoup d'entre eux cessent alors de se rendre régulièrement à leur travail en Israël, la rue demeurant cependant la propriété des « chabâb », les moins de 20 ans. Commerçants et artisans se joignent au mouvement par une grève quotidienne observée depuis janvier 1988, ne levant leur rideau de fer que trois heures par jour à un horaire convenu. Par solidarité, nombreux sont les propriétaires qui ajournent le recouvrement de leurs loyers. Le monde rural, demeuré en marge des mouvements politiques de ces dernières années, manifeste non seulement sa solidarité avec les citadins et les réfugiés mais, dans bien des cas, prend l'initiative : les villages les plus reculés dressent, eux aussi, des barrages de pneus enflammés et de pierres, certains allant même jusqu'à se proclamer « zone libre ». Jérusalem-Est, arrachée dès 1967 par Israël à la Cisjordanie, « réunifiée », annexée et proclamée « capitale éternelle d'Israël », contraint l'occupant à rétablir *de facto* la « ligne verte » entre Est et Ouest : un certain nombre de lois d'exception, jusque-là réservées aux seuls territoires occupés non annexés, sont désormais étendues à Jérusalem-Est.

Fin avril 1988, malgré la répression multiforme, le mouvement conserve son ampleur. Le nombre de morts s'élève à au moins cent soixante-cinq, selon des sources israéliennes, et à deux cent quatre, selon des sources palestiniennes (77). Les blessés se chiffrent par milliers. Nombre d'entre eux ont eu des membres brisés, après la décision, prise le 20 janvier par le ministre israélien de la Défense, Itzhak Rabin, d'appliquer une politique de bastonnade systématique. Les mesures de déportation se multiplient, vingt d'entre elles sont mises à exécution (78). Selon une source militaire israélienne, plus de huit mille personnes ont été arrêtées depuis le début du soulèvement ; quatre mille cinq cents seraient encore en prison, s'ajoutant ainsi aux quatre mille prisonniers « habituels ». De nouveaux camps de détention ont été ouverts, et bon nombre d'écoles transformées en centre de tri. Plus de sept cents personnes auraient été placées en détention administrative, sur simple décret militaire, sans acte d'accusation, sans possibilité d'appel, sans intervention d'un magistrat ni d'un avocat, condamnation renouvelable sans limite aux termes des lois d'urgence britanniques de 1945. A plusieurs reprises, les territoires occupés (moins Jérusalem-Est), ont été entièrement isolés. Des régions entières ont vécu sous couvre-feu permanent durant plusieurs jours consécutifs voire des semaines. Les humiliations ne se comptent évidemment pas. Des maisons ont été rasées, des oliviers arrachés.

Les structures politiques : comités locaux et direction unifiée

Le soulèvement, spontané à ses débuts de l'avis unanime des observateurs, n'a pu durer et prendre de l'ampleur qu'avec la mise en place de structures organisationnelles : des comités populaires locaux, et, à l'échelon national, une « direction patriotique unifiée ».

Les comités locaux

Très rapidement après le déclenchement du soulèvement, des comités populaires locaux se sont établis dans les divers quartiers des villes, les villages et les camps de réfugiés de Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Quelques semaines plus tard, certains de ces comités se sont transformés en véritables « communes » insurrectionnelles visant à faire durer le soulèvement mais aussi et surtout à lui permettre de passer d'une éruption de violence — qui était condamnée à s'essouffler sous l'effet de la répression et de la lassitude — au stade de la rupture radicale et permanente avec l'occupation normalisée.

Les tâches assumées par ces comités populaires sont multiples. Ils gèrent toutes les questions touchant à la sécurité des personnes et des biens à l'échelle des quartiers : il s'agit, avant tout, de se protéger contre les menaces extérieures, expéditions de colons et descentes de l'armée. Tous les accès au quartier sont recensés et les matériaux amenés à proximité pour leur fermeture éventuelle. Des tours de garde sont organisés avec un code connu de tous : il s'agit, en cas d'alerte, de disposer de la force la plus nombreuse possible. Avec l'aide des cellules du secours médical, des cours de secourisme sont dispensés, des trousse de premiers soins distribuées et le groupe sanguin de chacun recensé. L'hypothèse de l'isolement prolongé (couvre-feu, fermeture prolongée des boutiques, coupure d'eau et d'électricité, etc.) est prise en compte : l'on recense les puits et les fours à pain traditionnels pour les remettre en état. La constitution de stocks de vivres est envisagée. On recherche même une sorte d'autarcie économique : les terres cultivables laissées en jachère, et jusqu'au moindre lopin de jardin, sont recensées par les ingénieurs agronomes, pour les mettre en culture. Le labour et la semence sont à la charge du comité à qui reviendra la récolte.

A côté de ces objectifs d'ordre pratique, les comités locaux jouent, bien évidemment, un rôle de tout premier plan dans la mobilisation et l'entretien d'un véritable enthousiasme populaire. Ils sont l'œuvre, semble-t-il, des individus beaucoup plus que des structures préétablies, même si bon nombre d'entre eux ont pu faire l'objet de tentatives de prise de contrôle par tel ou tel groupe. Les organisations politiques habituelles semblent avoir conservé une autonomie réelle dans la distribution de leurs aides financières personnalisées (destinées aux familles de leurs militants touchées par les deuils, les emprisonnements, les grèves ou les couvre-feu), mais leurs infrastructures institutionnelles ont été mises au service de ces comités populaires. Le nombre de ces comités (il y en a quasiment autant que de villages et de quartiers), leur relative clandestinité et les difficultés d'accès à la Bande de Gaza empêchent cependant l'observateur de mesurer avec précision la participation de chacun et tout particulièrement celle des islamistes à leurs activités. A l'évidence, les associations islamiques, à l'instar des « institutions nationales », ont mis à la disposition de la population leur réseau caritatif et social. Avec la fermeture des universités, citadelle de leur influence, et du même coup la dispersion de leurs militants, elles se

trouvent très certainement pour partie paralysées, au moins en tant que structures, sauf dans la Bande de Gaza quadrillée d'associations « en ville ». Si l'engagement des islamistes en tant qu'individus dans les activités anti-Israéliennes est impossible à évaluer, la question de leur participation, en tant que structure, à la décision politique au niveau national, doit être posée et peut recevoir certains éléments de réponse.

La direction patriotique unifiée

Depuis le 4 janvier (et jusqu'au 10 avril), douze proclamations (*nidâ'*) ont successivement été diffusées par voie de tracts sous les signatures d'« al-Qiyâda al-wataniyya al-muwahhida li-tas'îd al-intifâda » (Direction patriotique unifiée pour l'intensification du soulèvement, parfois suivie de « fi-l-manâtiq al-muhtalla », dans les territoires occupés), ou encore d'« al-Qiyâda al-wataniyya al-muwahhida li-l-intifâda fi-l-manâtiq al-muhtalla » (Direction patriotique unifiée du soulèvement dans les territoires occupés, la localisation étant parfois supprimée, et une fois transformée en « fi-l-ard al-muhtalla », sur la terre occupée); elles se réclament toutes de l'OLP.

Malgré des fluctuations dans les signatures, l'existence de versions différentes de mêmes communiqués, et un décalage dans l'adoption de certaines revendications selon les lieux et les signatures, une cohérence politique peut être discernée. A l'instar de la population palestinienne qui perçoit cette « direction unifiée » comme unique et soutient unanimement ses décisions, je me contenterai donc, dans un premier temps, de désigner l'auteur de ces tracts comme « la direction », sans préjuger de son degré de cohérence et de structuration ni de son unicité, et parlerai de son idéologie au singulier, même si des différends, parfois de taille et que je soulignerai, peuvent apparaître en certains domaines.

Le programme de la direction unifiée

Le thème dominant des communiqués, raison principale de l'existence même de la direction, est celui de la poursuite et de l'intensification du soulèvement dont l'objectif final est la fin de l'occupation et l'édification de l'Etat palestinien indépendant. Ce thème de l'intensification figure d'ailleurs dans l'une des appellations de la direction et se trouve développé dès le premier paragraphe du premier appel :

« Pour que dure le soulèvement glorieux de notre peuple, partant de la nécessité de maintenir l'esprit de lutte et de solidarité dans notre peuple en tout lieu, loyaux envers le sang pur de nos martyrs et envers nos frères emprisonnés, pour exprimer notre refus de l'occupation et de la répression, contre la politique de déportation, d'emprisonnement collectif, de couvre-feu et de destruction des maisons, pour renforcer la cohésion et la fermeté de notre révolution et de nos masses héroïques, en harmonie avec l'appel de l'OLP, représentant unique et légitime, sur la nécessité de poursuivre l'offrande et le soulèvement héroïque, nous lançons la proclamation suivante : (...). A bas l'occupation! A bas l'occupation! Vive la Palestine arabe libre [*Filastîn hurra 'arabiyya*]! ».

Le programme politique défendu par la direction, quelle que soit son appellation, repose sur le postulat de la représentativité exclusive de l'OLP, affirmée dès le premier communiqué et reprise dans les tracts suivants tel un leitmotiv. A aucun moment, cependant, n'apparaît le nom d'un ou des dirigeants de l'OLP; jamais, par exemple, Yasser Arafat n'est cité. La direction se prononce à de multiples reprises pour

« la continuation de la lutte sous tous ses aspects sous la banderole de l'OLP jusqu'à la réalisation des objectifs ultimes de notre peuple, à savoir le retour, l'auto-détermination et l'établissement de notre Etat palestinien indépendant sous la direction de l'OLP ».

A Gaza dès le troisième tract, et en Cisjordanie un peu plus tard, la direction propose un programme politique à long terme et se prononce en faveur de la légalité internationale à laquelle elle soumet les décisions concernant son avenir. Soucieuse de voir les Nations unies respecter la représentativité exclusive de l'OLP, elle dénonce, parallèlement, les politiques arabes visant à évincer la centrale palestinienne :

« Le soulèvement, en ses jours enflammés, a réalisé ce qu'en plusieurs années aucun régime arabe n'était parvenu à faire; il a arraché des résolutions internationales qui ont mené à l'isolement de l'occupant israélien et a fait revenir la cause de notre peuple palestinien en haut de l'échelle des priorités mondiales; il a terrassé pour toujours les tentatives menées par les réactionnaires pour étouffer l'OLP, représentant légitime et unique de notre peuple palestinien (...).

La direction patriotique unifiée du soulèvement salue les familles des martyrs et réaffirme son rejet des tentatives du roi de Jordanie à faire un chantage avec le sang des martyrs, de même qu'elle refuse les pots-de-vin méprisables. Le peuple des martyrs sait qui est sa direction légitime et unique incarnée par l'OLP.

La direction patriotique unifiée du soulèvement (...) réaffirme que les fruits politiques du soulèvement seront la liberté et l'indépendance. Elle fait part de sa résolution à vaincre le siège et la politique visant à affamer [la population]; elle demande au Conseil de sécurité de reconnaître la nécessité d'une intervention immédiate, rapide et efficace pour garantir la protection internationale de notre peuple sur la base des résolutions 605 et 607 comme préparation à la convocation d'une conférence internationale dotée de toutes les prérogatives, avec la participation de l'OLP, représentant unique et légitime de notre peuple, en tant que partie propre et indépendante ».

La Jordanie est ainsi — et dès le début — la cible privilégiée des attaques menées par la direction. Le cinquième communiqué recueilli à Ramallah se montre particulièrement violent à cet égard et n'hésite pas à désigner des cibles cisjordaniennes, telles que le maire de Bethlèem, et le maire (désigné et destitué) de Gaza, dénoncés comme des « suppôts de la Jordanie », accusation qui sera ensuite périodiquement renouvelée. Les versions des dixième et onzième tracts recueillies en Cisjordanie vont même jusqu'à

« inviter les députés du Parlement jordanien désignés par le roi pour représenter notre peuple à présenter leur démission immédiate et à retourner dans les rangs de leur peuple; et s'ils ne le faisaient pas, ils n'auraient plus de place sur notre terre ».

La condamnation de la Jordanie va souvent de pair avec celle de la politique de Camp David visant à l'autonomie palestinienne, de l'initiative du président Moubarak (*) et des projets américains. Pour le quatrième communiqué diffusé à Gaza, par exemple, le soulèvement a

« enterré vif les plans des dirigeants de Amman, du Caire et de Tel Aviv ainsi que leurs opérations visant à la liquidation de la cause palestinienne dans le cadre du projet impérialiste américain et dans la ligne de Camp David ».

Le rejet des projets américains est une constante dans les communiqués qui dénoncent les navettes des multiples émissaires, la direction étant parvenue à imposer le boycott du secrétaire d'Etat, George Shultz. Le septième communiqué, dans sa version recueillie à Jérusalem, énumère dans le détail les projets condamnés :

(*) Voir *Maghreb-Machrek* n° 120, p. 91.

« La direction unifiée réaffirme le rejet par le peuple palestinien insurgé des complots israélo-américains qui se trament en association avec certaines parties arabes (...), ces complots qui visent à l'établissement d'une autonomie administrative [*al-hukm al-idârî*], ou d'une auto-administration civile [*al-idâra al-dhâtiyya al-madaniyya*] selon l'expression américaine, ou encore d'un condominium avec la participation de parties arabes afin de réprimer le peuple palestinien. [La direction rejette également] les tentatives visant à faire passer ces complots sous une ombrelle internationale lors d'une session inaugurale [comme elle rejette] le retrait des régions à forte densité ou leur cession aux forces de police des régimes de répression ; [elle rejette] les tentatives de complot visant à éteindre le soulèvement pour un certain temps, le temps de faciliter aux comploteurs la réalisation de leurs menées et l'anéantissement des résultats du soulèvement ».

Si les critiques adressées au monde arabe sont très dures, il n'en reste pas moins que la direction encourage la tenue d'une conférence extraordinaire de la Ligue arabe et prône une politique de solidarité arabe. Ainsi dans son neuvième communiqué, elle émet une demande, renouvelée par la suite, pour que

« l'ensemble des pays arabes et tout particulièrement la Syrie rectifient leurs relations avec l'OLP, le représentant légitime unique de notre peuple héroïque, et engagent un dialogue sur la base de la lutte unifiée contre l'impérialisme et le sionisme et sur la base du respect réciproque et de la décision indépendante ».

A plusieurs reprises, la direction salue les forces démocratiques dans le monde. Dans son dixième communiqué — version recueillie à Jérusalem —, elle écrit même :

« Nous apprécions également la position de tous les libéraux (*ahrâr*) dans le monde, celle de toutes les forces progressistes en Israël, et de tous ceux qui, sous des formes diverses, se sont dressés à nos côtés dans notre longue lutte pour obtenir nos droits ».

Parallèlement à ce programme politique général, les communiqués de la direction s'attachent à définir périodiquement un certain nombre d'objectifs immédiats et de décisions pratiques. La quasi totalité des diverses versions des tracts comportent un calendrier précis de grèves générales, manifestations populaires, prières publiques et visites aux tombes et aux familles des martyrs. La direction s'adresse à chaque catégorie de la population, commerçants, paysans, chauffeurs de bus et de taxis, ouvriers, étudiants, médecins et pharmaciens, mêlant félicitations, encouragements et consignes précises touchant à l'organisation du soulèvement tandis qu'elle menace les collaborateurs qui ne se repentiraient pas. Des appels à l'autarcie économique sont développés à partir du huitième communiqué, encourageant le boycott des produits israéliens et parallèlement l'accroissement et la diversification de la production palestinienne. La direction appelle également à la désobéissance civile : refus de payer la TVA, démission des policiers, des agents du fisc et des douanes, des maires, conseillers municipaux, chefs et membres des conseils villageois nommés par Israël.

Structure de la direction unifiée

La question de la composition de cette « direction unifiée », curieusement, n'a pas fait l'objet d'un véritable débat de fond. Dans les septième et huitième communiqués, la direction pour l'intensification comme la direction du soulèvement se sont définies elles-mêmes comme « le bras agissant de l'OLP dans les territoires occupés ». La « direction du soulèvement dans la Bande de Gaza » a jugé bon, quant à elle, de publier un « communiqué important », non numéroté et non daté, dans lequel elle livre son programme politique, non sans s'être présentée au préalable en ces termes :

« La direction unifiée du soulèvement est une large coalition de combat suscitée par le soulèvement. Elle se compose des principales forces actives dans les territoires occupés, représentées dans l'OLP, que sont le Fath, le PCP, le FPLP, le FDLP ainsi que d'autres forces patriotiques, comités patriotiques de la bande de Gaza, qui se sont répandus dans des dizaines de quartiers, dans les camps, les villages et les villes, institutions, personnalités patriotiques et forces patriotiques religieuses engagées dans le programme de l'OLP ».

C'est une présentation réductrice et figée de cette direction qui s'est généralement imposée à la presse internationale qui a lu la plupart du temps « structure politique » là où il était question de « large coalition de combat », réduisant du même coup les « forces actives » et « autres forces patriotiques » aux seuls groupes identifiés de son paysage politique familier. Très tôt, en effet, est apparue comme acquise l'idée que cette direction était unique, qu'elle existait en tant que structure restreinte, organisée et stable et qu'elle n'était que l'émanation des habituelles forces organisées de l'échiquier politique palestinien (Fath de Yasser Arafat, Front populaire de Georges Habache, Front démocratique de Nayef Hawatmeh, Parti communiste palestinien) auxquelles s'était joint le Jihâd islamique (79).

Tout porte pourtant à mettre en doute cette quasi certitude. L'unicité de direction, tout d'abord, pose problème. Même si une cohérence politique se dégage de la lecture des douze premiers tracts, reste la multiplicité des appellations que se donne cette direction. L'impossibilité de constituer un corpus exhaustif des versions existant pour chaque communiqué interdit cependant toute interprétation globale et définitive : chaque tract fait-il l'objet d'une édition propre sous les différentes signatures ? Y a-t-il, pour chacune des directions, une base géographique ou plutôt une affiliation politique propre ? Ce qui est sûr, c'est que la « direction du soulèvement » a bel et bien co-existé avec la « direction pour l'intensification », au moins jusqu'au huitième communiqué ; la disparition de la signature de cette dernière des tracts postérieurs signifie-t-elle l'éviction d'une force politique ou au contraire son intégration dans la « direction du soulèvement » ? Rien ne permet, pour le moment, d'apporter des éléments de réponses à ces questions.

Plusieurs signes laissent penser que la « direction pour l'intensification » relevait plus directement que la « direction du soulèvement » de la sphère de la gauche palestinienne, sans qu'il soit possible d'en préciser l'affiliation exacte : l'exhortation liminaire du deuxième communiqué de la direction pour l'intensification fait appel, par exemple, à un martyrologe bien particulier : « Peuple des martyrs ! Descendants d'al-Qassâm ! Frères et compagnons d'Abû Charâr, de Khâlid Nazzâl et de Kanafânî (...) ». Si cheikh 'Izz al-Dîn al-Qassâm, héros de la résistance aux Britanniques et aux sionistes et martyr dans les hauteurs de Haïfa en 1935, est devenu ces dernières années la grande référence des islamistes (aux côtés de Salâh al-Dîn), il appartient au patrimoine commun du nationalisme palestinien. Les autres références, en revanche, sont clairement marquées à gauche : Kanafânî, assassiné à Beyrouth en 1972, était le porte-parole du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), Khâlid Nazzâl, assassiné à Athènes en juin 1986, était membre du comité central du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) ; Mâjid Abû Charâr, assassiné à Rome en 1981, appartenait à la gauche du Fath.

Je verrais un autre signe de cet ancrage à gauche dans le fait que le FDLP a régulièrement publié dans leur intégralité et depuis le début les communiqués de la direction pour l'intensification, puis ceux de la direction du soulèvement, tandis que le Fath, visiblement, manifeste quelques réticences : *al-Sakhra*,

organe du Fath, n'a commencé à publier les textes des communiqués qu'avec le huitième d'entre eux, le dernier — dont les versions trouvées à Jérusalem et publiées par le FDLP portaient encore la signature de la « direction pour l'intensification » — prenant soin de supprimer les occurrences du mot « intensification » et d'y porter la signature de la « direction du soulèvement ».

L'insistance, très marquée, sur la légalité internationale, les saluts adressés aux forces progressistes israéliennes et les violentes attaques menées contre la Jordanie et la réaction arabe laissent supposer une forte influence du parti communiste. Certains de mes interlocuteurs, confirmant cette influence, précisent cependant qu'à partir d'avril le PCP aurait été amené à prendre ses distances. Les pressions du Fath — parfois suivi du FDLP — apparaissent, en tout cas, avec évidence : là où les tracts ramassés à Jérusalem écrivent Israël, le FDLP ajoute les guillemets et le Fath écrit « l'entité sioniste ». FDLP comme Fath, dans leur version du dixième communiqué, ajoutent au texte recueilli à Jérusalem :

« l'union et la solidarité de notre peuple dans toute la patrie occupée, à Nazareth, dans le Triangle et le Neguev, dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, dans toutes les parties de la dispersion, sont un signe évident et clair de l'unité de destin et d'avenir, ainsi que d'union de combat dans tous les domaines ».

En mars, l'appel à la démission adressé aux députés palestiniens du Parlement jordanien a, lui aussi, fait l'objet de vives tensions au sein de la direction : présent dans les versions des dixième et onzième communiqués recueillis à Jérusalem, il se trouve censuré à l'extérieur tant par le FDLP que par le Fath. De source proche du Parti communiste de l'intérieur, l'appel aurait été lancé à son initiative ; il aurait recueilli l'assentiment des autres parties, à l'exception du Fath dans un premier temps (faut-il en conclure que les instances extérieures du FDLP auraient ensuite refusé de suivre leurs partisans de l'intérieur ?) ; d'un commun accord, les tracts auraient alors été imprimés avec ou sans le paragraphe concerné selon l'affiliation politique des imprimeurs. Dans un deuxième temps, l'appel à la démission aurait été entériné par les représentants du Fath au sein de la direction ; faut-il voir là des tensions entre Fath de l'intérieur et Fath de l'extérieur, ou entre Fath et « chabiba » [mouvement de jeunesse des territoires occupés, déclaré illégal en avril par Israël qui l'accuse d'être affilié aux jeunesses du Fath], ou encore les deux à la fois ? (80).

Aucun élément de réponse ne peut être apporté pour le moment à ces questions pas plus qu'à celle des relations entre Gaza et la Cisjordanie dans la prise de position politique (81). Dans les cas où j'ai pu recueillir des communiqués diffusés à Gaza, certaines différences sont certes apparues ; peut-on en conclure pour autant à une explication purement géographique ? Je ne le ferai pas. Les tracts en ma possession montrent, par exemple, que le programme politique à long terme a été développé dès le troisième tract cité plus haut, dans sa version signée de la « direction du soulèvement à Gaza » ; la version de ce même troisième tract signée aussi de la « direction du soulèvement » recueillie à Jérusalem s'abstient au même moment de proposer un tel programme, qui ne sera développé en Cisjordanie que plus tard et au coup par coup ; l'explication géographique, qui vient naturellement à l'esprit, devient hasardeuse dès lors que le FDLP publie dans *al-Hurriyya* la version de Gaza, et non celle de Jérusalem, tout en l'attribuant à la « direction du soulèvement » sans restriction géographique.

Les islamistes et le soulèvement

La question de la participation des islamistes à la prise de décision politique du soulèvement est d'abord liée à celle de l'identification des groupes concernés. Les islamistes, en effet, se sont manifestés dès le début du soulèvement, mais à travers des tracts aux multiples signatures. Leur premier appel à la grève générale, plusieurs fois réitéré par la suite, remonte au 8 janvier; il était, selon la presse, signé du Jihâd islamique et a été suivi massivement dans la Bande de Gaza où il avait été distribué. Plusieurs autres tracts ont été publiés par le Jihâd (sous ses multiples appellations), mais l'organisation qui a publié des communiqués de façon plus systématique porte le nom de « Harakat al-muqâwama al-islâmiyya-Filastîn » (Mouvement de la résistance islamique-Palestine). Ses premiers tracts apparaissent en janvier et se succèdent à raison d'un tous les dix-quinze jours. A partir de février, le mouvement se donne pour acronyme Himâs, « zèle », « enthousiasme ».

L'authentification des tracts signés par les islamistes, qui ne possèdent pas de relais extérieurs très nombreux, soulève plus de difficultés que celle des communiqués de la direction unifiée. La plupart du temps, les thèmes développés par les Israéliens dans leurs faux tracts sont couramment présents dans la littérature produite avant le 9 décembre par tous ces groupes. L'anti-communisme des Frères musulmans, par exemple, est bien connu; l'attaque menée dans un prétendu communiqué du Jihâd contre les activités du PCP a pourtant été dénoncée par le groupe comme un faux. Un islamiste de Cisjordanie, me faisant l'exégèse de l'un de ces faux, a insisté sur la volonté islamique unanime de lutter au jour le jour aux côtés de tous les Palestiniens, sans distinction d'ordre politique ou confessionnel. A cette fin, soulignait-il, le mouvement islamique refuse de prendre la tête politique du mouvement et s'aligne sur le calendrier de manifestations et d'opérations diverses émis par la direction unifiée.

Le Mouvement de la résistance islamique

Les idées les plus répandues parmi les islamistes se trouvent exprimées dans les communiqués de la « Harakat al-muqâwama al-islâmiyya », mouvement clandestin dont le programme peut être résumé par le slogan périodiquement répété : « Au nom de Dieu! Dieu seul est grand! L'heure de Khaybar a sonné pour les occupants! », faisant ici référence à l'extermination par Mahomet de l'une des trois tribus juives de Médine. Le « Himâs », contrairement à la direction unifiée se réclamant de l'OLP, a senti le besoin, dès ses premiers tracts, de faire connaître le programme détaillé de ses revendications politiques, articulées parfois à une analyse générale de la question palestinienne remontant au début de ce siècle. Ainsi peut-on lire dans son communiqué de *Jumâdâ akhîra* :

« (...) Ici la voix de l'islam, la voix du peuple palestinien (tout entier de Cisjordanie, de la Bande de Gaza et du reste de la terre de Palestine. Ici la voix du volcan en éruption, à l'activité qui augmente de jour en jour jusqu'au moment où les ennemis seront culbutés, où la patrie sera libérée, où la bannière de l'islam sera hissée haut et frémissante sur la terre de Palestine (...).

Le déluge ne se calmera pas avant d'avoir réalisé les objectifs du peuple palestinien que l'on peut résumer ainsi :

— Objectifs immédiats (à court terme) :

Libération de prisonniers, rejet de la colonisation, de la politique de déportation et de détention administrative; rejet des pratiques barbares à l'encontre de la population civile et des prisonniers; rejet de la politique d'interdiction de voyager et des brimades; rejet

de l'expansion de l'ignominie, de la corruption, de la subordination, et rejet de la chute dans les filets de la drogue; rejet de l'interdiction du regroupement familial et rejet de tous les impôts écrasants et de toute autre forme de pratiques de l'occupation abominable.

— Objectifs à long terme (globaux) :

Rejet des solutions capitulaires et rupture avec la ligne déviationniste de Camp David; rejet du projet d'autonomie et de l'idée de conférence internationale; lutte permanente pour mettre fin à l'occupation et libérer la patrie et les lieux saints de leurs profanations et souillures; lâches juifs : rira bien qui rira le dernier.

Pour atteindre ces objectifs, les moyens sont multiples et variés, et ils évoluent. Nul doute que l'utilisation de tous les moyens possibles et de toutes les voies possibles mènera à la réussite, le besoin étant la mère de l'invention; notre peuple réalisera lui-même les miracles et lui-même percera la route de sa libération de l'emprise des juifs nazis. Bientôt vous en entendrez parler! »

Les programmes et déclarations développés par le « Himâs », quoique détaillés, n'avancent ainsi aucune proposition précise, du simple fait que la disparition d'Israël constitue le seul objectif à atteindre. Les propositions négatives sont donc les plus nombreuses : refus d'accorder une quelconque légitimité à Israël et donc de négocier avec lui, refus de discuter avec les Etats-Unis ou encore avec les Nations unies, soutiens indéfectibles de l'Etat « juif ». Rien n'est à attendre de l'étranger, croisé, franc-maçon, communiste ou juif (82); seule l'endurance et la foi auront raison de l'injustice actuelle, désordre momentané parmi l'ordonnement divin du monde. Les Etats arabes eux-mêmes font l'objet de vives attaques comme, par exemple, dans le tract de *Jumâdâ awwal* :

« Profitant de l'insouciance de notre peuple déchiré entre les petits Etats s'entre-dévorant, les ennemis ont intronisé sur les trônes de ces Etats des dirigeants aux soldats fidèles et aux gardes sûrs. Au même moment, en 1948, a eu lieu l'abandon de la première partie de la Palestine si précieuse. Vingt ans plus tard, années de distraction pour les peuples et de répression en tous lieux du mouvement islamique, — pour anéantir le seul danger véritable pour les ennemis de Dieu de façon générale et les tyrannies impies (*taghût*) de façon particulière —, en 1967, a eu lieu l'abandon de la seconde partie de la Palestine avec la mosquée al-Aqsâ (...). »

Dans son communiqué du 4 mars, le « Himâs » revient sur cette tare innée des dirigeants arabes actuels et met en garde les Palestiniens contre de nouvelles trahisons :

« L'histoire se répète. Notre peuple palestinien, en 1936, a observé une grève de six mois qui a fait trembler la terre sous les pieds des occupants britanniques. Le complot britannique, cependant, est parvenu à faire avorter la grève au moyen de promesses faites par certains aux chefs et rois arabes. Le peuple a été berné par ces promesses et la grève a pris fin sans résultat. Aujourd'hui, le complot américain réapparaît pour faire avorter votre soulèvement musulman à travers les rois, présidents et dirigeants arabes sous de fallacieux slogans comme « la paix en échange de la terre » ou l'ombrelle de la « conférence internationale ». Tout cela est-il autre chose qu'un mirage, une feinte, un tour de passe-passe au regard de votre soulèvement et de ses projets? »

L'OLP ne fait même pas l'objet d'attaques : jamais citée, elle n'existe pas. Israël n'apparaît que très rarement; désigné sous les vocables « l'occupant », le « pillard », « l'ennemi », le « sionisme », mais plus couramment les « juifs », il est le plus souvent rayé de l'existence par le simple usage de la tournure impersonnelle arabe. Rien n'est à attendre des juifs; ainsi l'insoumission de certains soldats et les déclarations de l'opposition à la Knesset sont-elles perçues en termes de lâcheté et de poltronnerie, signes de la faiblesse de ce peuple qui « préfère la vie » et, par là, court à sa propre perte.

Les consignes pratiques sont totalement absentes des premiers tracts du mouvement et apparaissent en même temps que l'acronyme en février. Faut-

il conclure à la prise de contrôle du mouvement par l'une de ses tendances ou par un groupe jusque-là exclu ? Rien, pour le moment, ne permet d'apporter de réponse à une telle question. Dans bien des cas, le calendrier a correspondu à celui fixé par la direction unifiée ; lors d'appels solitaires, il semble que la mobilisation ait été assez forte, au moins à Gaza. Rien en tout cas ne permet d'identifier les membres du mouvement. De façon générale, la presse présente le « Himàs » comme le porte-parole au sein du soulèvement des mouvements de type « Frères musulmans ». Aucune preuve, cependant, n'a jamais été apportée même si, en effet, plusieurs traits de l'idéologie du mouvement renvoient directement aux positions antérieures de cette mouvance : tout particulièrement la volonté d'ignorer l'OLP, le refus d'accorder une quelconque légitimité à Israël, et les condamnations touchant à la corruption de la société palestinienne (avec l'insistance récemment mise sur la consommation de drogue parmi les jeunes Palestiniens). Divergeant de la ligne politique suivie par la direction unifiée, le Himàs, cependant, s'abstient absolument de prononcer une critique quelconque à son endroit mais n'hésite pas à donner une large diffusion à ses propres positions.

Le Jihâd islamique et la direction unifiée

Le Jihâd islamique, quant à lui, dans son souci d'unité, va jusqu'à s'abstenir le plus souvent de souligner sa différence pour mieux afficher son soutien à l'intensification du soulèvement. Dans la plupart des tracts que j'ai pu recueillir, le Jihâd refuse, en effet, d'entrer dans la polémique avec l'OLP sur les objectifs ultimes à atteindre, et les moyens d'y parvenir. C'est pour cette raison, semble-t-il, qu'il se contente la plupart du temps de déclarations générales sur la nécessité de combattre l'ennemi. Lorsque ses positions diffèrent notablement de celles habituellement défendues par la direction actuelle de l'OLP, il cherche à convaincre de l'identité d'analyse. Ainsi peut-on lire dans le communiqué du 3 février :

« A l'instar de l'ensemble des forces islamiques, nous considérons que notre lutte est ouverte contre l'ennemi jusqu'à la fin, jusqu'à ce qu'arrive la libération de notre patrie, de toute notre patrie. Nous ne pensons pas que nous différons en cela du projet patriotique local de l'OLP avec lequel nous n'entretenons ni différend ni combat, et nous ne pensons pas davantage que là-bas, au sein de l'OLP, se trouve qui que ce soit qui pense le contraire. »

Seul le communiqué du 15 janvier affirme crûment les positions du groupe, manifestant ainsi la différence politique avec les positions de la direction unifiée :

« Les islamistes ne négocieront pas avec l'Etat de l'entité sioniste, ni aujourd'hui, ni demain, ni un autre jour, et nous réaffirmons que la lutte de notre peuple avec l'entité sioniste et son Etat demeure ouverte jusqu'à la fin »

Comme la direction unifiée, cependant, le Jihâd islamique s'abstient de recourir à l'utilisation des armes dans le cadre du soulèvement actuel. Dans un communiqué, signé « al-Jihâd al-islâmi », non daté mais recueilli au tout début 1988 à Gaza, le mouvement émet une « fatwâ char'iyya » (décision de jurisprudence islamique) sur la conduite à adopter dans le soulèvement :

« Toute parole, tout mouvement et toute opération, quels que soient leur importance et leur type, qui puissent exaspérer l'ennemi et lui porter du tort seront considérés comme obligation religieuse [*ibâda*] qu'il est nécessaire de réaliser.

Toute opération qui puisse irriguer les veines de l'occupation et la faire durer, alors qu'il est possible de l'éviter même si cela doit te coûter du labeur et de la peine, sera considérée comme acte illicite [*harâm*], dont il est nécessaire de s'abstenir. »

Le contexte dans lequel apparaît cette « fatwâ » exclut toute interprétation débouchant sur l'utilisation des armes ; il s'agit exclusivement de désobéissance civile. Ce renoncement — provisoire, selon toute vraisemblance — à l'utilisation des armes est également adopté par les Brigades du Jihâd islamique elles-mêmes. Dans un communiqué du 29 janvier recueilli à Jérusalem, elles énumèrent, en effet, un certain nombre de consignes visant à organiser le soulèvement, consignes très proches, dans le contenu et dans la forme, de celles émises par la direction unifiée. Aucun appel explicite à l'utilisation des armes et à l'assassinat d'Israéliens ne s'y trouve. Seuls sont menacés les « agents » collaborateurs de l'ennemi, exclus de ce fait de la fraternité islamique qui unit les masses pour que celles-ci « hissent la bannière du Jihâd sacré sur la terre de Palestine... notre chère patrie islamique ».

La grande activité du Jihâd et sa présence médiatique dans la période qui a immédiatement précédé le soulèvement, sa contribution à la mobilisation populaire par la multiplication, dès le début janvier, de ses appels à la grève générale et aux manifestations, sa réserve enfin dans la polémique entre islamistes et partisans de l'OLP, ont conduit la quasi totalité de la presse internationale et israélienne à donner pour certaine sa participation à la direction unifiée. Cette assertion n'a pas été contestée. Or, une simple lecture des communiqués de la direction — et ce dès les premiers — suffit pour se convaincre que les islamistes tels qu'ils ont été présentés plus haut n'ont pu les avaliser : le postulat maintes fois répété de la représentativité exclusive de l'OLP, mais surtout la soumission à la légalité internationale, les salutations adressées aux forces démocratiques israéliennes, les encouragements à la tenue d'un sommet arabe, l'appel à la réconciliation avec la Syrie, tous ces thèmes excluent de façon absolue que les habituels partisans du Jihâd aient pu y souscrire.

Ni les islamistes ni la direction unifiée à l'intérieur n'ont d'ailleurs à aucun moment revendiqué cette participation (83) : le « communiqué important » de la direction de Gaza parle seulement « de forces religieuses patriotiques engagées dans le programme de l'OLP », excluant ainsi ceux que l'on désigne habituellement chez les Palestiniens comme « islamistes ». Bien plus, dans son communiqué du 3 février, le « Mouvement du Jihâd islamique en Palestine occupée » nie cette participation tout en soulignant sa solidarité dans les événements en cours.

Une source palestinienne, proche des islamistes de Cisjordanie, confirmant l'incompatibilité radicale dans les objectifs politiques entre ceux de la direction et de l'OLP d'une part, et ceux de l'activisme islamique d'autre part, m'a soutenu que les « religieux » de la direction appartiennent tous au Fath. Cette opinion confirmerait ainsi le « communiqué important » de Gaza qui identifiait les forces religieuses présentes au sein de la direction comme celles ayant fait leurs les positions de l'OLP. En revanche, si la participation à la direction unifiée du Jihâd islamique, en tant que mouvement structuré, se confirmait, il faudrait en conclure à l'existence, au sein de la même mouvance, de deux tendances radicalement antagonistes quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre des objectifs politiques.

Propositions d'interprétation

Le retrait des islamistes dans le soulèvement actuel signifie leur incapacité à mobiliser sur une grande échelle la population palestinienne. Cet échec ne peut être compris qu'à travers une mise en perspective générale de l'histoire des recompositions politiques dans les territoires occupés depuis 1967 (84).

En vingt-et-un ans d'occupation, la population de Cisjordanie et de la Bande de Gaza a dû, d'une part, affronter la répression et la dépossession de sa terre; il lui a fallu, d'autre part, pallier l'absence d'Etat pour réagir aux pressions exercées tant par Israël que par la Jordanie et l'OLP, afin de se ménager des espaces d'autonomie et d'initiative. Cette riposte a nécessité une adaptation permanente face à des pressions politiques, économiques et militaires, parfois convergentes et parfois contradictoires selon les époques et les groupes politiques. Refusant de se cantonner dans un rôle purement passif, la population et ses élites se sont donné un certain nombre de structures et en ont investi d'autres déjà existantes (municipalités, syndicats, presse, associations religieuses et sociales, chambres de commerce, écoles et universités), les chargeant de représentativité politique.

Apparition et élimination d'un leadership représentatif (1967-1987)

L'histoire des années d'occupation peut se répartir en trois grandes périodes selon l'état des rapports de force entre ces diverses parties concurrentes; le soulèvement pourrait être considéré comme l'aube d'une quatrième étape.

Durant les cinq ou six premières années de l'occupation, la population de la rive occidentale est restée tournée vers la Jordanie, ébranlée qu'elle était par la victoire fulgurante d'Israël, le nouvel exil de milliers de familles et la destruction de sa société. Défendre coûte que coûte le lien entre les deux rives du Jourdain lui apparaissait alors comme le seul recours pour sauvegarder son arabité malgré ses nombreux griefs, accumulés au long des ans, contre le pouvoir hachémite. Israël ne pouvait qu'encourager une telle position; la normalisation de la vie quotidienne palestinienne et la défense d'une option jordanienne pour une solution globale constituaient alors les deux bases de sa politique. Les résultats des élections municipales en 1972 ont d'ailleurs manifesté cette convergence, les notables traditionnels pro-jordanien remportant la majorité des sièges. L'OLP alors en pleine évolution — c'est l'époque où le Fath, organisation de guérilla, prend le pouvoir politique au sein de l'Organisation — ne s'intéressait pas encore vraiment aux territoires occupés. Défendant le principe de lutte armée révolutionnaire comme unique moyen de libération nationale, elle se trouve, à cette époque, contrainte à combattre sur deux fronts, israélien et jordanien à la fois.

A partir de 1973, l'OLP s'oriente vers l'adoption du principe de solution négociée comme arme tactique vers une libération nationale par étapes. Elle entreprend alors de conquérir sa place face à la Jordanie et manifeste pour la première fois un intérêt réel pour les territoires occupés. La population accorde massivement son soutien à cette nouvelle OLP, dynamisée tant par ses succès diplomatiques à l'extérieur que par l'activité de grandes figures charismatiques de l'intérieur (Bassâm Chak'a, Karîm Khalaf, etc.). Une nouvelle élite, plus

jeune et à la base sociale plus large que les notabilités pro-jordanienes traditionnelles se constitue alors autour du soutien à l'OLP. En 1976, cette élite parvient à investir la majorité des municipalités et à les transformer en une base de pouvoir quasi national, animant parallèlement tout un tissu associatif syndical, journalistique et social. Ces nouvelles élites nationalistes prennent la direction de la lutte grâce à leur structuration au sein du Front national palestinien à partir de 1973, puis du Comité d'orientation nationale à partir de 1978. Dominées par la « gauche » palestinienne (communistes, ba'athistes, nationalistes arabes, etc.), ces deux structures rencontrent immédiatement la méfiance des instances palestiniennes de l'extérieur, dominées par le Fath. Pragmatique, la Jordanie adopte un « profil bas » tandis qu'Israël, en quête d'interlocuteur pour faire entrer dans les faits son interprétation de Camp David, tolère dans un premier temps ce nouveau leadership palestinien. Très vite cependant, devant l'opposition unanime à ses propositions d'autonomie, Israël tente en 1981-82 de faire émerger un leadership alternatif qui lui soit acquis, rural celui-là, avec la formation des ligues de villages; après l'échec de ce projet, il adopte une tactique de lutte frontale avec le nationalisme palestinien, par l'éradication de ses bases tant au Liban qu'en territoires occupés. Au printemps 1982, la quasi totalité des maires palestiniens partisans de l'OLP sont déposés, les municipalités dissoutes et le Comité d'orientation nationale mis hors la loi. Le Fath et la Jordanie, entre temps, avaient conjugué leurs efforts pour marginaliser la gauche et ses structures politiques (85).

Tout est donc prêt en 1982 pour que s'ouvre une troisième période durant laquelle de nouveaux notables pro-jordanien ou proches du Fath tentent de s'imposer avec les encouragements israéliens tandis que se mettent en place les structures d'une sorte de condominium jordano-israélien, en face d'une OLP hésitante et affaiblie par ses tensions internes. A la veille du soulèvement, les élites qui avaient animé la résistance durant toute la seconde partie des années 70 se trouvent marginalisées : ainsi Muhammad Milhim a été déporté, Ibrâhim Daqqâq, Bachir Barghûti sont périodiquement assignés à résidence, Bassam Chak'a est isolé et écarté des tâches publiques; Karîm Khalaf, Fahd al-Qawâsmî sont morts. Les syndicats et autres associations constituent le seul refuge des représentants de cette génération.

Le Fath, allié de la Jordanie dans une lutte commune contre la « gauche », a soutenu ardemment l'idée d'une confédération palestinienne, conduisant à la signature en février 1985 d'un accord jordano-palestinien contesté par toutes les autres parties de l'OLP. Isolé par le roi Hussein, qui décide de faire cavalier seul en février 1986, le Fath se retrouve démuni et hésitant devant l'emprise économique et politique jordannienne croissante dans les territoires occupés, ainsi que devant les initiatives internationales hachémites, qui ne peuvent qu'accentuer la mise à l'écart de la centrale palestinienne.

La Jordanie ne rassemble autour d'elle que la mince couche sociale des notabilités traditionnelles dont les intérêts économiques sont indissolublement liés à la couronne hachémite. Grâce aux encouragements d'Israël et à l'appui tacite du Fath — au moins jusqu'en 1986 —, elle règne dans les domaines économiques, contrôlant les Chambres de commerce, et a réinvesti les structures politiques en négociant avec Israël en 1985-86 la nomination de certains de ses partisans dans les mairies vidées de leurs élus en 1982. La Jordanie bénéficie en outre du soutien plus ou moins nuancé d'une nouvelle élite, plus jeune que les notables traditionnels pro-jordanien et que les grandes figures du nationalisme, et appartenant à des groupes sociaux plus divers — intellectuels, journalistes, membres de professions libérales. Ces nouveaux notables (Hannâ Siniora, rédacteur en chef d'*al-Fajr*, Fâ'iz Abû Rahma, bâtonnier de Gaza, Sâri

Nusseibeh, enseignant à l'université de Bir Zeit, auxquels se joignent des notables pro-jordanien traditionnels, Ilyás Freij, maire de Bethléem et Rachâd al-Chawwâ, maire déposé de Gaza, se situent au confluent de l'OLP (adoptant le plus souvent les positions du Fath) et de la Jordanie. Les initiatives de cette élite, cependant, n'ont eu en matière de mobilisation populaire qu'une efficacité très limitée.

Le soulèvement, fin d'une occupation normalisée

Le soulèvement de décembre sanctionne donc ce vide politique. Le seul leadership qui eût pu prétendre à une représentativité réelle a été délibérément écarté par Israël et affaibli par certaines parties palestiniennes. La mince couche des notabilités pro-jordanien, grâce à un accord tacite entre Israël, la Jordanie et le Fath, a certes récupéré le pouvoir économique et les apparences d'un pouvoir municipal mais ne parvient pas à s'assurer un quelconque soutien populaire. Dans ce contexte, le soulèvement apparaît comme étant l'expression, dynamisée par les moins de 20 ans, de la volonté populaire de mettre un point final à cette période : l'ordre établi d'une occupation normalisée, maintenu à peu de frais pour Israël par une présence la plus souvent symbolique de l'armée (toujours prête, cependant, à intervenir massivement et garante de l'exécution des quelque 1200 décrets militaires qu'elle a promulgués), et une administration civile israélienne à majorité palestinienne a volé en éclats. Les actes insurrectionnels répétés sur l'ensemble des territoires occupés ont contraint l'occupant à accroître sa présence armée et à la diversifier jusque dans les coins les plus reculés ; la sécurité des Israéliens n'y est plus assurée comme auparavant et le coût économique du soulèvement se chiffre par millions de dollars. Pour la première fois depuis bien longtemps, les Israéliens ont pris conscience que le fait d'aller faire ses emplettes à Ramallah ou même à Jérusalem-Est n'était pas un acte normal. Ils ont également été contraints de reprendre conscience du fait que la question palestinienne se posait toujours au sein même de leur Etat, les Palestiniens de nationalité israélienne ayant manifesté à plusieurs reprises leur solidarité avec ceux des territoires occupés. L'occupant a perdu le contrôle d'une grande partie de ses rouages administratifs. La police a démissionné dans son immense majorité ainsi que les agents du fisc et des douanes ; bon nombre de membres des conseils municipaux et villageois nommés ont eux aussi cessé leurs activités. Des informateurs ont été lynchés et beaucoup se sont repentis dans les mosquées et les églises. La crainte des représailles israéliennes ou tout simplement la conviction qu'en dernier ressort l'ordre israélien aura raison de toute résistance et de toute contestation ont disparu : l'ennemi n'est plus perçu comme fatalement invincible.

Le soulèvement a balayé le leadership pro-jordanien et proche du Fath. Les maires nommés par Israël se sont réfugiés dans le silence et dans l'expectative, hésitant devant les menaces proférées à leur endroit dans les communiqués de la direction unifiée. Hannâ Siniora et ses collègues, prêts à rencontrer le secrétaire d'Etat américain à Jérusalem ont dû y renoncer ; reconnaissant être totalement impuissants devant cette vague populaire, ils ne sont l'objet que de condamnation ou d'indifférence.

Le soulèvement a également bouleversé le mode de relation entre Palestiniens de l'intérieur, qui ont réaffirmé avec force la représentativité exclusive de l'OLP, et instances dirigeantes de l'extérieur. Pour la première fois à une telle échelle,

un leadership des territoires occupés a pris l'initiative et a su la maîtriser, mettant un terme à vingt années de suspicion, et de mépris parfois, affichés à son endroit par les instances de l'extérieur, vingt années de soumission plus ou moins bien acceptée. Dans deux domaines politiques de première importance, la direction unifiée est parvenue à faire plier les instances extérieures de l'OLP : après s'être montré, dans un premier temps, disposé à ce que des Palestiniens rencontrent George Shultz lors de sa première tournée à Jérusalem, Yasser Arafat a du faire machine arrière, la direction faisant du boycott du secrétaire d'Etat l'un de ses chevaux de bataille. La direction unifiée est également parvenue à contraindre les instances extérieures à renoncer à envisager la possibilité d'une délégation jordano-palestinienne ou d'une délégation arabe dans l'hypothèse de la convocation d'une conférence internationale.

Les islamistes sur la scène politique palestinienne

Plus de cinq années après l'élimination de son leadership élu, la population palestinienne des territoires occupés a su s'affirmer en tant que force de décision politique. Dans ce grand bouleversement des vieilles structures, les islamistes qui, pourtant, avaient voulu s'ériger en force d'opposition au *statu quo* la plus radicale et la plus active, font figure sinon de grands absents, du moins de simple force d'appoint. Plusieurs facteurs conjoncturels avaient favorisé, au départ, leur expansion.

A la fin des années 70, les islamistes constituent la seule grande force d'opposition ouverte au leadership nationaliste, alors au faite de son pouvoir avec le très influent Comité d'orientation nationale, avec leur triple refus : refus d'accorder une quelconque légitimité à Israël, refus de toute négociation et de la création d'un Etat dans les seuls territoires occupés en 1967, refus d'abandonner la lutte armée comme chemin vers la libération. Le mouvement draine vers lui des jeunes gens au niveau d'éducation relativement élevé mais dépourvus de tout espoir d'intégration sociale ; lassés des dissensions internes de l'OLP et de ses évolutions politiques perçues comme une soumission aux pressions des instances internationales, des régimes arabes et de la bourgeoisie palestinienne, déçus d'une Organisation qui ne leur a apporté ni la libération nationale ni même une amélioration de leur sort et encore moins des perspectives d'avenir, ces jeunes se réfugient dans une rhétorique d'intransigeance radicale et une pratique religieuse puritaine et missionnaire. Les communistes, et le Comité d'orientation, incarneront immédiatement les thèses honnies, la reconnaissance d'Israël et l'athéisme.

Dans le contexte des années 80, les islamistes tirent profit, comme je l'ai déjà souligné, de la conjonction d'intérêts entre Israël, le Fath et la Jordanie. Les islamistes palestiniens, comme tous ceux du monde musulman en général, sont portés par la vague d'enthousiasme suscitée par la révolution iranienne : l'Occident a perdu son invincibilité et l'islam révolutionnaire et anti-occidental devient le remède universel qui permettra de résoudre le sous-développement et l'absence de liberté politique. La politique de l'OLP apparaît d'autant plus anachronique alors que, chassée de Beyrouth, loin d'adopter des positions radicales à l'iranienne, elle recherche à tout prix la reconnaissance des Etats-Unis et la convocation d'une conférence internationale.

Outre ces facteurs favorables, les islamistes peuvent également compter sur un certain capital de sympathie parmi la population pour nombre de leurs idées

concernant les objectifs finaux de la lutte palestinienne et les moyens d'y parvenir. Dans une enquête effectuée durant l'été 1986, par exemple (86), 26,5 % des personnes interrogées souhaitent, dans l'hypothèse de l'établissement d'un Etat palestinien, la mise en place d'un système de gouvernement basé sur la « charfi'a »; 29,6 % souhaitent que ce système soit basé sur le nationalisme arabe et l'islam tout à la fois; seuls 16,9 % préfèrent comme solution ultime de la question palestinienne l'établissement d'un Etat palestinien sur les seules Cisjordanie et Gaza. 77,9 % souhaitent la création d'un Etat démocratique sur l'ensemble de la Palestine (le retour à la Jordanie et à l'Egypte ne reçoit que 3,7 % de soutien et la constitution d'une fédération avec la Jordanie, 1 %); la constitution d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, en tant que solution intérimaire, reçoit certes le soutien de 49,7 % des personnes interrogées mais 43,2 % lui préfèrent la poursuite de la lutte jusqu'à l'établissement final d'une Palestine unie. 80,6 % des sondés rejettent la résolution 242 comme base de règlement de la question palestinienne et 60,7 % considèrent la lutte armée comme la tactique la plus efficace pour résoudre la question palestinienne.

En l'absence de données statistiques et d'études précises, à large échelle, sur les allégeances politiques, il est évidemment difficile de se rendre exactement compte de l'impact des idées islamistes sur la population des territoires occupés et de leur degré de mobilisation. Le score important obtenu par les listes des Blocs islamiques dans les universités ne peut évidemment pas être retenu comme représentatif des aspirations de la société dans son ensemble. A Gaza, certes, la mouvance des Frères musulmans est parvenue à déborder les cercles universitaires, mais tel ne semble pas être le cas en Cisjordanie. La très forte identification avec les idées religieuses, le soutien accordé à la lutte armée et à la revendication de toute la Palestine ne signifient pourtant pas l'adhésion à l'islamisme en tant que mode de conduite politique et éthique : le sondage déjà cité fait état, par exemple, du soutien accordé par 95 % des personnes interrogées à l'OLP en tant que représentant unique et légitime des Palestiniens. Ainsi, à l'encontre de ce qui s'écrit généralement, je ne parlerais pas d'expansion de l'islamisme au sens où la religion constituerait le pôle premier d'identification et de légitimation de l'action. J'accepterais, en revanche, de parler d'un accroissement de la pratique religieuse et de l'utilisation de symbolismes religieux dans la revendication nationale : durant les deux dernières années, en effet, les territoires occupés ont connu un accroissement de la participation aux prières et commémorations diverses de Ramadan et de Mawlid al-Nabî (naissance du Prophète), de même que la mosquée al-Aqsa, menacée par des extrémistes juifs, est devenue un pôle de mobilisation dans la défense de l'identité palestinienne. Mais il faut faire la différence entre le fait de s'inscrire à un mouvement de type « Bloc islamique », et crier « Allâh akbar » dans une manifestation. Si dans le premier cas, la religion constitue bien le référent de base, ce n'est pas forcément le cas dans le second, la religion pouvant intervenir comme simple élément d'une identité plus diversifiée à dominante nationale.

L'étude des résultats des élections universitaires depuis une dizaine d'années montre, d'ailleurs, que la mouvance islamiste a fait le plein des suffrages dès son apparition (87). Dans aucune des universités, les Blocs islamiques n'ont obtenu ensuite un accroissement notable et continu de leur score; seule l'université de Bethléem, en 1985, a soudainement donné 15 % de ses suffrages à une liste islamique jusqu'alors inexistante. Partout la courbe des résultats est irrégulière et plutôt en baisse pour la période récente.

De l'observation de ce phénomène, il me semble devoir conclure au maintien de l'OLP comme pôle prioritaire d'identification, identification nationale qui

n'exclut pas forcément une identification religieuse. Au cours des mois qui ont suivi l'expulsion de l'OLP de Beyrouth et la guerre des camps autour de Tripoli, dans la totalité des universités des territoires occupés (à l'exception de l'université islamique de Gaza), les Blocs islamiques, majoritaires en sièges dans bien des cas l'année précédente, ont été exclus des conseils au profit des listes proches de l'OLP. En période de menaces extérieures et de tensions internes à la résistance, la population des territoires occupés manifeste ainsi un sursaut d'unité derrière l'OLP dont elle rappelle la représentativité exclusive tout en exigeant une réforme du comportement de ses cadres (condamnation du « luxe » et de l'« autoritarisme »).

Si bon nombre de leurs idées sont partagées par la population en général, à propos de la lutte armée, de la légitimité d'Israël et de la forme et des frontières de l'Etat palestinien à venir, les Frères musulmans, en s'attaquant à l'OLP et en s'abstenant de participer à la lutte anti-israélienne de tous les jours, ont limité leur pouvoir d'attraction. L'apparition du Jihâd islamique avait suscité la surprise et la joie générales. Ses opérations spectaculaires, tout au long de 1986 et 1987, ont joué un rôle de premier plan dans la prise de conscience par les Palestiniens qu'Israël n'était pas invincible. Le mouvement dès lors était lancé, chacun y apportant sa contribution. Les islamistes, sans aucun doute, participent à certaines activités des comités populaires locaux, entraînés par l'enthousiasme général anti-israélien. Mais le mouvement échappe, me semble-t-il, et aux islamistes, absents de la prise de décision politique, et aux cadres politiques traditionnels proches de la Jordanie ou même proches du Fath et des habituels pôles de la vie politique des territoires occupés. Sous l'impulsion des jeunes, c'est la rupture radicale avec l'avant décembre 1987 qui est demandée. Le Jihâd islamique, à l'évidence trop neuf, n'était pas encore parvenu à tisser un réseau suffisamment large pour créer un véritable courant populaire de mobilisation.

Les Frères musulmans, quant à eux, sont toujours suspects, englués dans leurs compromissions avec Israël et la Jordanie, et soupçonnés de toujours jouer des différends entre les Palestiniens. N'étant pas parvenus (ou ayant renoncé) à faire passer dans la réalité politique la radicalité de leur discours, ils n'ont pas réussi à se construire une légitimité dans le combat anti-israélien. Alors que partout ailleurs dans le monde islamique, les Frères jouissent du prestige de la persécution politique et d'un quasi monopole dans le processus de délégitimation des régimes en place, tel n'a pas été le cas dans les territoires occupés. L'aura du martyr et de la prison revient aux partisans de l'OLP, qui est parvenue en plus de vingt ans de combat, à incarner la résistance à Israël. De plus, n'ayant jamais rompu avec l'islam, son pouvoir symbolique et légitimant, l'OLP a pu maintenir sa capacité de mobilisation maximale en mêlant revendications nationales et religieuses dans une même lutte.

Ces divers facteurs ont ainsi empêché l'expansion de la mouvance islamiste. Si, en période d'occupation normalisée, le radicalisme islamique pouvait jouer sur la lassitude devant les échecs successifs du nationalisme de l'OLP, et sur le refus des compromissions, tel n'est plus le cas maintenant. Les jeunes nationalistes de la direction unifiée ont, d'une certaine façon, confisqué à leur profit la légitimité politique par l'héroïsme des combats, les pertes humaines et l'endurance devant la répression. Un leadership de nouvelle génération s'est mis en place, excluant les vieilles parties de la scène politique antérieure au soulèvement. Dans l'hypothèse d'un essoufflement du soulèvement, comme dans celle de sa prolongation et de son extension, tout laisse prévoir une marginalisation des islamistes. Leur seule « planche de salut » est la présence dans les prisons, école la plus efficace de mobilisation, de partisans du Jihâd.

Nationalistes en rupture avec le vieil establishment comme islamistes en rupture avec les Frères se trouveront très certainement des martyrs communs et des raisons communes d'espérer et de combattre.

Avril 1988

Jean-François LEGRAIN
Chercheur au CEDEJ-Le Caire

NOTES

(1) Parmi les interviews de personnalités palestiniennes de haut rang dont j'ai eu connaissance, seul Georges Habache n'esquive pas le sujet et explique l'apparition des islamistes par « les difficultés liées au processus de libération socio-économique, les problèmes de développement et la faiblesse des partis de la classe laborieuse », in *al-Hadaf* et *Democratic Palestine*, janvier 1988.

(2) Pour les notes qui suivent concernant l'historiographie, il convient d'ajouter les références citées dans le corps de l'article lui-même. Munir FASHEH, « Political Islam in the West Bank », *al-Fajr Weekly (FW)*, Jérusalem, 26 mars 1982, repris de *Merip Report*; Saïd al-GHAZALI, « An Introduction to Islamic Parties and Programmes », *FW*, 29 juin 1984; id., « Muslim Brothers' Collision Course with Palestinian Nationalists », *FW*, 27 juillet 1984; id., « Fundamentalist Groups See Islam as Changing the World », *FW*, 19 juillet 1987; id., « Islamic Movement vs. National Liberation : Friendly Cooperation or a State of War? », *FW*, 6 septembre 1987.

(3) Fath, nom du principal groupe de la résistance, signifie conquête et renvoie par une connotation immédiate à la conquête musulmane. C'est un acronyme volontairement forgé par renversement des initiales du « Harakat al-Tahrîr al-Filastîni » (Mouvement de Libération de la Palestine), véritable nom du groupe. Son organe s'appelle *al-Sakhra*, « Le Rocher », référence à celui qu'abrite la mosquée de 'Umar, troisième lieu saint de l'islam. Le combattant palestinien est un « fidâ'î » — au pluriel, selon la transcription française, « fedayine » —, celui qui se sacrifie pour autrui dans une sorte de rédemption. Mort, il devient « chahîd », martyr. Voir Nels JOHNSON, *Islam and the Politics of Meaning in Palestinian Nationalism*, Londres, Kegan Paul International, 1982.

(4) D'intéressantes et nombreuses analyses ont été publiées par la presse israélienne à l'occasion des événements de Gaza en 1980, traduites dans une revue de la presse publiée à Paris par les *Nouvelles de l'Intérieur*, n° 14, février-mars 1980, p. 27-41. Voir également Shalom COHEN, « Khomenism in Gaza », *New Outlook*, mars 1980, p. 6-9. Le silence revient par la suite à l'exception d'Amnon KAPELIOUK, « Le regain islamique chez les Arabes d'Israël et des territoires occupés », *Le Monde Diplomatique (MD)*, août 1983; Hassan AMR (pseudonyme d'un journaliste palestinien de Jérusalem), « Les barbus sont entrés dans la ville », in *Autrement*, n° spécial sur Jérusalem, octobre 1983, p. 71-75; Yaakov RODAN, « Growing Islamic Revival Worries Israelis », *Jewish Press*, 22 juin 1984.

(5) Jean-François LEGRAIN, « Islamistes et lutte nationale palestinienne dans les territoires occupés par Israël. », *Revue Française de Science Politique (RFSP)*, avril 1986, p. 227-247; Alain NAVARRO, « Palestine : l'expansion islamiste », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 7, 3^e trimestre 1987, p. 51-66; Elie REKHESS, « The Iranian Impact on the Islamic Jihad Movement in the Gaza Strip », texte dactylographié d'une conférence donnée à Tel Aviv en janvier 1988.

(6) Jean-François LEGRAIN, « Colloques internationaux et détournements d'universitaires », *Esprit*, janvier 1986, p. 94-96.

(7) *al-Mukhtâr al-Islâmî (MI)* (Le Caire) et *al-Talî'a al-Islâmiyya* (Paris) ont publié de nombreux articles sur la question. *Filastîn al-Muslîma* (Manchester), organe de la Ligue islamique des jeunes Palestiniens dans le Royaume Uni et en Irlande publie un mensuel depuis 1981. Voir également, anonyme, « Tasfiyyat al-qadiyya al-filastîniyya bi-darb al-haraka al-islâmiyya » (Purification de la cause palestinienne sous le coup des mouvements islamiques), *al-Da'wa* (Vienne), novembre 1985; 'Atif ABDALLAH, « Fi 'asr al-inhîtat al-'arabî » (A l'époque de la décadence arabe) *al-Ghurabâ*, (Leeds, GB), août 1986.

(8) Les chercheurs israéliens, préoccupés par la situation du monde arabe et islamique environnant, semblent faire preuve d'une cécité quasi totale en ce qui concerne leurs plus proches voisins. Yair HIRSCHFELD, de l'université de Haïfa, dans « Double-Edged Danger », *Jerusalem Post* (JP), 9 mars 1984, et Rafi ISRAELI, de l'université hébraïque, dans « Fundamental Questions », JP, 4 octobre 1985 évoquent les « dangers du radicalisme islamique » sans jamais faire état de la scène intérieure israélienne ni de celle des territoires occupés.

(9) Ahmad ACH'AR, « al-Tayyâr al-dîni fi muwâjihat al-ihtilâl al-isrâ'îli » (Le courant religieux face à l'occupation isarélienne), *al-Yawm al-Sâbi'* Paris, 30 novembre et Sa'id al-Ghazâlî, *ibid*, 7 décembre 1987; *Arab Press Service Diplomat* (Beyrouth), « the Third Islamic Solution : the Palestinian Approach », vol. 15, n° 1, 4 janvier 1988; John BARNES, « Militant Islam : Defying Israel's Control », *US News and World Report*, 26 octobre 1987; Jean-Paul CHAGNOLLAUD, « Dans les territoires occupés », in *Islam, le grand malentendu*, dir. par Olivier MONGIN et Olivier ROY, Paris, *Autrement*, 1987, p. 45-52; Elaine Ruth FLETCHER, « Islamization of Conflict », JP, 29 janvier 1988; Alain FRACHON, « La montée de l'islamisme à Gaza », *Le Monde*, 18 novembre 1987; Thomas FRIEDMAN, « An Islamic Revival is Quickly Gaining Ground in an Unlikely Place : Israel », *New York Times*, 30 avril 1987 partiellement reproduit in *International Herald Tribune* sous le titre « Arabs in Israel and Occupied Lands Turn Increasingly to Islam », 9 mai 1987; Daoud KUTTAB, « Fundamentalists on the March », *Middle East International*, 24 octobre 1987; Sâmî MAHMUD, « Mu'acharât hawla dawr wa mustaqbal "al-ittijâh al-islâmî" al-usûlî » (Quelques indications sur le rôle et l'avenir de la 'tendance islamique' fondamentaliste), *Tariq al-Intizâr* (Nicosie, parti communiste palestinien des travailleurs), 1^{er} novembre 1987; George MOFFETT, « Shadowy Islamic Group : a Thorn in Israel's Side », *Los Angeles Times*, 13 décembre 1987; Ian MURRAY, « Revival of Islam Brings New Spirit to Jaded Struggle. Islam and Israel », *Times*, 12 et 13 octobre 1987; Jean-Luc PORTE, « Israël a joué aux apprentis-sorciers avec les musulmans intégristes de Gaza », AFP, 10 novembre 1987; Xavier RAUFER, « Palestine ; les réseaux d'Allah », *L'Express*, 12 février 1988; Alain RAVANO, « Les Frères musulmans à la conquête des territoires occupés », *Libération*, 30 juillet 1986; Elie REKHESS, « The Rise of the Palestinian Islamic Jihad », JP, 21 octobre 1987; Haim SHAPIRO, « Fundamentalist Faces », JP, 28 février 1986; id., « Moslem Fundamentalism : the Jewish Example », JP, 22 janvier 1988; Andrew WHITLEY, « Israel Experiences Taste of Islamic Fundamentalism », *Financial Times*, 15 octobre 1987.

(10) Yasser ARAFAT, *Le Nouvel Observateur*, 1^{er} janvier 1988; Ibrahim SOUSS et Elias SANBAR in « Des questions sans réponses », table ronde publiée par *Les Cahiers de l'Orient*, n° 8-9, 4^e trim. 1987, p. 99-114; 'Abd al-Hamid al-SAEH, *al-Nûr* (Le Caire), 30 mars 1988.

(11) Parmi les personnalités de tout premier plan, seul, m'a-t-il semblé, le président de l'Etat, Haim HERZOG, a dénoncé l'implication majeure des islamistes dans le soulèvement le 16 décembre devant M^{me} Margaret Thatcher, lors d'une visite officielle en Grande-Bretagne. Israël a toujours eu du mal à reconnaître publiquement que les islamistes, dont il avait encouragé l'émergence, aient pu passer à la lutte anti-israélienne. Meron BENVENISTI par exemple, ancien maire adjoint de Jérusalem et universitaire spécialisé sur la Cisjordanie, analysant l'opération près du Mur des lamentations de 1986, se refuse à parler du Jihâd islamique et déclare : « Dans cette affaire, l'important à première vue est que les personnes arrêtées auraient été recrutées par le Fath » (AFP, 19 octobre 1986).

(12) Mustafâ 'ADNAN dans sa série sur « la stratégie islamique », in *al-Nûr*, 30 mars, 13 avril 1988; Mansûr ABU al-'AZM, « al-Islâm yuwâjih al-suhûyûniyya fi Filastîn » (L'islam affronte le sionisme en Palestine), *al-Nûr*, 6 janvier 1988; *al-'tisâm* (Le Caire), « al-Qadiyya al-filastîniyya sa-tazull hayya » (La cause palestinienne demeurera vivante), éditorial janvier 1988; Salâh 'IZZ al-DIN, « al-Judhûr al-islâmîyya li-l-intifadâ », (Les racines islamiques du soulèvement), *al-Nûr*, 18 janvier 1988; Fahmî Wuhaýdî, « Ha'ulâ' "al-usûliyyûn" fi-l-ard al-muhtalla » (Ces 'fondamentalistes' dans la terre occupée), *al-Ahrâm* (Le Caire), 8 décembre 1987.

(13) Voir pour ce qui concerne l'Egypte le dossier dans *Revue de la Presse du CEDEJ*, Le Caire, n° 30, 1^{er} trim. 1988; Elaine Ruth FLETCHER, « Egypt in the Era of Intifada », JP, 10 juin 1988.

- (14) Pour la situation jusqu'en 1984 ici résumée, voir J.-F. LEGRAIN, *RFSP*.
- (15) Selon *FW*, 6 septembre 1987; *al-Bayâdir al-Siyâsi* (*BS*) (Jérusalem), 14 novembre 1987, donne 1978. Nous n'avons pu vérifier cette date.
- (16) *BS*, 14 novembre 1987; *FW*, 6 septembre 1987; *JP*, 26 décembre 1987.
- (17) *FW*, 6 septembre 1987; *JP*, 4 janvier 1988.
- (18) Elie REKHESS, « The Iranian... », p. 18, n. 18.
- (19) Par exemple *JP*, 12 décembre 1986.
- (20) De nombreuses autres publications dites « d'une fois » diffusent également la bonne parole islamiste, telles *al-Sahwa* (Le Réveil), publié en avril 1983 par le Bloc islamique de Bir Zeit; *al-Risâla* (La Lettre), publié par le conseil étudiant de l'université d'Hébron; *al-Nûr al-islâmî* (La Lumière islamique), publié en 1982 par l'Association de la jeunesse musulmane.
- (21) *FW*, 19 juillet 1987; Alain NAVARRO, *op. cit.*, p. 59-60.
- (22) Dont la cheville ouvrière aurait été, selon Alain NAVARRO, *op. cit.*, p. 52, As'ad Saftâwî, ami de jeunesse de Yasser Arafat, membre fondateur du Fath, condamné à 5 ans de prison pour appartenance à ce mouvement en 1973, proche de l'association des Frères musulmans et père de l'un des dirigeants du Jihâd islamique échappé de la prison de Gaza en mai 1987.
- (23) *JP*, 22 juin 1983.
- (24) *FW*, 22 mars 1985. Sur l'ensemble de la période 1980-85, voir pour plus de détails notre article à la *RFSP*, 1986.
- (25) *FW*, 9 mai 1986; *JP*, 19 mai, 18 juin, 27 juin 1986; on trouvera le point de vue des islamistes in 'Atif 'ABDALLAH, « al-Yasâr al-filastîni wa hizb Rakâh yafta'ilâni ahdâth jadîda fi Qitâ' Ghazza » (La Gauche palestinienne et le parti Rakah créent de nouveaux incidents dans la Bande de Gaza), *al-Ghurabâ'*, août 1986, p. 6-7.
- (26) *JP*, 29 juin 1986.
- (27) *FW*, 4 juillet 1986.
- (28) *Haaretz*, 18 juillet 1986, trad. in *News from Within*, 19 août 1986.
- (29) Cheikh As'ad al-TAMIMI, Fatwa sur le chi'isme et la révolution iranienne, *MI*, n° 54, août 1986, p. 10-14; id., Lettre, *MI*, n° 51, mars 1987, p. 35; *MI*, n° 38, novembre 85, fait le compte rendu d'un ouvrage du cheikh, *Zawâl Isrâ'îl, hatmiyya qur'âniyya*, (La disparition d'Israël, inéluçabilité coranique) sl., 1985. Le cheikh a fait un grand nombre de voyages en Iran; voir *JP*, 29 janvier 1988.
- (30) AFP, 22 janvier 1981.
- (31) Pour les détails, voir *al-Dustûr* ('Ammân), 27 février 1981 (références cités dans *MI*, janvier 1987); voir également *Le Monde*, 27-28 février 1981, *JP*, 29 octobre 1981.
- (32) *JP*, 22 mai 1984; *FW*, 25 mai 1984.
- (33) *JP*, 23 octobre, 7 décembre 1984; Jâbir RIZQ, « al-Mujâhid al-filastîni al-qa'id Ahmad Yâsin » (Le combattant palestinien handicapé, Ahmad Yasin), *al-I'tisâm*, mars-avril 1985, p. 24-25.
- (34) *FW*, 9 mai 1986; *MI*, n° 49, janvier 1987, p. 42, attribue au « Jihâd islamique » les opérations suivantes pour le début de l'année 1986 : « dépôt d'un colis piégé devant la banque Leumi Le-Israel rue Umar al-Mukhtar, jet de grenade contre le siège de l'administration civile et contre le siège du tribunal militaire, ceci à Gaza; dépôt d'un colis piégé devant la banque Israel (sic) à Rafah, cette année ». Le périodique ajoute également à cette liste le jet de grenade contre une jeep israélienne le 17 février sur la place centrale de Gaza.
- (35) *al-Cha'b* (Jérusalem), 25 octobre 1986, 10 novembre 1986; *FW*, 14 novembre 1986; *al-'Awdâ* (Jérusalem), 26 novembre 1986; Ahmad al-Qâsim, « al-Jihâd al-islâmî 'alâ abwâb al-Quds » (Le jihâd islamique aux portes de Jérusalem), *MI*, n° 51, mars-avril 1987, p. 28-34.
- (36) AFP, 10 décembre 1986; Alain NAVARRO, *op. cit.*, p. 60.
- (37) *JP*, 26 décembre 1986.

- (38) Du point de vue apologétique : un dirigeant des Frères musulmans cité in AFP, 25 février 1987; du point de vue polémique : Maurice POLITI, « La haine religieuse : arme de l'OLP », *Information juive* (Paris), mars 1987, p. 7.
- (39) AFP, 18, 25 février, 27 mars 1987.
- (40) FW, 12 décembre 1986; interview in *New Outlook*, octobre 1987, p. 44-48.
- (41) AFP, 25 mai 87, information non confirmée sur place.
- (42) *Mi*, n° 55, août 1987, p. 31-32.
- (43) AFP, 28 mai 1987; *JP*, 21 octobre 1987; Anonyme, « Mystery surrounds Death Circumstances of Islamic Jihad Members », *al-Awdad Weekly (AW)* (Jérusalem), 19 octobre 1987, p. 4-6; Anonyme, « Ghadab filastini fi tichrin » (« Colère palestinienne en octobre »), *BS*, 31 novembre 1987, p. 37-44; Mansûr FATHALLAH, « Chahr min muqâwama » (Un mois de résistance), *al-Talî'a al-Islâmiyya*, novembre 1987, p. 26-30.
- (44) *JP*, 26 août 1987; AFP, 25 août, 9 novembre 1987.
- (45) Un certain nombre de données ont été publiées par les Israéliens : Extraits d'un rapport officiel de l'armée israélienne, « Jihad's Affinity to Fatah », *JP*, 3 février 1988; Elie REKHESS, « The rise of the Palestinian Islamic Jihad », *JP*, 21 octobre 1987; id., interviewé par Elaine Ruth FLETCHER, « Islamization of Conflict », *JP*, 29 janvier 1988; voir également *JP*, 26 décembre 1986. Les Palestiniens ont publié de leur côté : Anonyme, « Rabin : al-jihâd al-islâmî, dhirâ' sirrî li-Fath » (Rabin : le Jihâd islamique, bras secret du Fath), *BS*, 14 novembre 1987; Daoud KUTTAB, « Fundamentalists on the March », *Middle East International*, 24 octobre 1987. Dans la presse islamiste, on notera : anonyme, « Awwal qadiyya li-l-jihâd al-islâmî fi Filastin » (Première cause du jihâd islamique en Palestine), *Mi*, janvier 1987, p. 42-45; Ahmad al-QÂSIM, art. cité, *Mi*, mars 1987, p. 28-34. Voir également : David DAURE, « L'intégrisme musulman, une idée neuve en Palestine », AFP, 18 octobre 1987.
- (46) Un numéro 1 est paru en octobre 1986 (JDA, n° 2224).
- (47) Tract des élections au conseil étudiant, décembre 1987; Jam'â'a et « indépendants » opèreraient ensemble.
- (48) Son premier numéro date d'octobre 1984; en janvier 1986, nous en sommes au numéro 9.
- (49) Nom musulman du mur occidental de l'esplanade des mosquées en souvenir de la jument ailée de Mahomet, nommé Mur des lamentations par les juifs.
- (50) Le chiffre recoupe des estimations qui m'ont été fournies par des journalistes à Jérusalem et à Gaza. Lors d'un procès en juillet 1987, le président du tribunal militaire de Gaza affirme que la cellule du Jihâd de Gaza « compte une cinquantaine de membres dont le but déclaré est de changer le monde en tuant des juifs ». Fin décembre 1987, le président de la cour militaire de Gaza indique qu'elle s'apprête à juger 62 membres du Jihâd, selon *JP*, 31 décembre 1987.
- (51) Les Fath et FPLP faisant les 26 % restant; AFP, 13 novembre 1986; *Le Monde*, 16-17 novembre 1986.
- (52) Les listes proches de l'OLP remportent les 29 % restant; *FW*, 6 décembre, 13 décembre 1987.
- (53) Bon nombre de cadres fondateurs du Fath, en effet, avaient milité durant leur jeunesse dans les rangs de l'Association des Frères musulmans ou du Parti de la libération islamique, certains d'entre eux conservant des affinités avec l'activisme religieux. Abou Jihâd, dont le nom a souvent été évoqué par les Israéliens lors des procès de membres du Jihâd, a toujours fait figure d'animateur de ce courant.
- (54) Muhammad Sa'îd al-Jamal, par exemple, l'un des évadés de la prison de Gaza, condamné en 1981 et en 1986 avant d'être tué le 6 octobre 1987, aurait milité dans les rangs du FPLP avant d'être recruté en prison par le Jihâd islamique.
- (55) *JP*, 26 décembre 1986, 29 janvier 1988.
- (56) *FW*, 23 août 1987, *JP*, 17 novembre 1987.
- (57) *al-Khumayni, al-hall al-islâmî wa-l-badîl*, al-Mukhtâr al-islâmî, Le Caire 1979, 123 p., actuellement épuisé et analysé par REKHESS dans sa conférence de janvier.

(58) *FW*, 23 août 1987, trad. arabe in *al-Talī'a al-Islāmiyya*, n° 32, novembre 1987, p. 34-38.

(59) Voir J.-F. LEGRAIN, *RFSP*, 1986, p. 237-240.

(60) Tract d'« al-jamā'a al-Islāmiyya », université islamique de Gaza, 1^{er} décembre 1987.

(61) De son côté, cheikh Hussein Fadlallāh, souvent présenté comme guide spirituel du Jihād au Liban, affirme qu'aucun lien politique ni militaire n'existe entre la résistance islamique libanaise et les Palestiniens de l'intérieur malgré des situations comparables (cheikh Fadlallāh, « The Islamic Resistance in Lebanon and the Palestinian Uprising : The Islamic Jihad Perspective », *Middle East Insight*, V/6, mars-avril 1988, p. 4-12).

(62) *al-Nūr*, citant *al-Moharrer* (Paris), affirme que l'Iran veut créer une organisation islamique pour remplacer l'OLP et libérer la Palestine. L'idée aurait été cultivée par cheikh Ibrāhīm 'Abd al-Ghanī et par cheikh As'ad al-Tamimī, en relation avec des représentants du FPLP-CG d'Ahmad Jibrīl et du Fath-Conseil révolutionnaire d'Abū Nidāl (*al-Nūr*, 14 avril 1988).

(63) Yasser Arafat in *Le Nouvel Observateur*, 1^{er} janvier 1988; Abū Jihād, AFP, 13 octobre 1987.

(64) *JP*, 3 février 1988 publie de larges extraits d'un rapport de l'armée israélienne sous le titre : « Jihad's Affinity to Fatah ».

(65) AFP, 20, 23 octobre 1986; 6 janvier, 24 février 1987.

(66) *JP*, 26 août 1987; AFP, 25 août 1987.

(67) AFP, 18 février 1988 donne de très intéressants renseignements. On apprend par exemple que Marwan Kayyālī, né à Beyrouth en 1951 de mère libanaise, diplômé de science politique, a d'abord milité dans la mouvance maoïste du Fath avant de rallier progressivement la tendance religieuse du mouvement. Avec Munir Châfiq, Palestinien chrétien converti à l'islam, il aurait fondé en 1977 « le bataillon étudiantin » rebaptisé « bataillon Yarmûk », qui regroupait des Palestiniens et des Libanais à sensibilité islamique, membres du Fath.

(68) AFP, 13 octobre 1987.

(69) *al-Nūr*, 30 mars 1988.

(70) *JP*, 27 août 1987.

(71) Qui a souhaité garder l'anonymat, AFP, 25 février 1987.

(72) AFP, 10 novembre 1987.

(73) Entretien personnel, novembre 1987 et *FW*, 25 octobre 1987.

(74) Entretien personnel, novembre 1987.

(75) *FW*, 6 septembre 1987.

(76) Pour la bibliographie détaillée sur le soulèvement, je renvoie à mes articles « Territoires occupés par Israël : une insurrection à coups de pierres », I et II, *Esprit*, mai 1988, p. 28-33, juin 1988, p. 73-81.

(77) *JP*, 29 avril 1988; *al-Quds* ('Ammān; organe du « Mouvement de redressement » d'Abu Za'im), 25 avril 1988, qui établit le décompte suivant : 142 tués par les balles de l'armée, 12 par les balles des colons, 38 par les gaz dits « lacrymogènes » et 12 par électrocution.

(78) 4 le 13 janvier, 8 le 11 avril et le 8 le 19 avril; Asher Felix LANDAU, « Deportations Upheld » (sur un avis de la Cour suprême), *JP*, 25 avril 1988.

(79) Dan FISHER, « Secret Coalition Coordinates Palestinian Unrest », *Los Angeles Times*, 27 janvier 1988; G.H. JANSEN, « Two PLOs of Palestinian Revolt; Will 'Outside' Moderates Prevail? », *Los Angeles Times*, 27 mars 1988; John KIFNER, « From Palestinian Rage, New Leadership Rises », *New York Times*, 6 février 1988; id., « The Palestinian Leadership : Diffuse and Decentralized », *New York Times*, rep. in *JP*, 3 avril 1988.

(80) Lamis ANDONI, in « Leaflet(s) n° 10 », *Middle East International*, 19 mars 1988, attribue la paternité de l'appel à la démission des députés au FPLP, appel que n'auraient pas approuvé les autres partenaires de la direction.

(81) Le FPLP, dans *Democratic Palestine*, mars 1988, parle d'une direction unifiée du soulèvement qui comprendrait à Gaza le Fath, le FPLP, le FDLP ainsi que le Jihâd islamique, et en Cisjordanie, le Fath, le FPLP et le FDLP (le PCP ayant limité sa présence, dans un premier temps, au simple niveau local). Cette sorte de bi-céphalisme s'est-il maintenu par la suite ?

(82) Ce mépris habituel pour le non-musulman me fait douter, a contrario, du rattachement à la sphère islamiste du communiqué signé « Qiyâdat Harakat al-jihâd al-cha'bî al-filastîni » (Direction du mouvement du jihâd populaire palestinien), reproduit par *al-'tisâm* (organe des Frères musulmans égyptiens), tout entier dirigé vers les instances internationales dans un style proche des textes de l'OLP.

(83) Le FPLP, dans *Democratic Palestine* de mars 1988 soutient que le Jihâd appartient à la direction. Dans une interview accordée à *Politis* (Paris), 16 juin 1988, un mystérieux R., présenté comme membre de la direction unifiée, affirme que le Jihâd (« qui a un certain poids dans la Bande de Gaza ») est représenté au sein de la direction.

(84) Cf. Jean-François LEGRAIN, « Le pouvoir en Cisjordanie : un combat à quatre », *Bulletin du CEDEJ* (Le Caire), 40 p., 1988.

(85) Cf. les chroniques annuelles du *Middle East Contemporary Survey*.

(86) Sondage effectué auprès de 1024 personnes en Cisjordanie et à Gaza pour *al-Fajr* (Jérusalem), *Newsday* et Australian Broadcasting Corporation, paru in *FW*, 12 septembre 1986 et reproduit in *REP*, n° 22, hiver 1987, p. 73-86 et *Middle East Journal*, vol. 42, hiver 1988, p. 16-32.

(87) Une fois résolues les questions de collecte des résultats et celles touchant aux contradictions entre les chiffres publiés, l'hétérogénéité des données empêche la constitution de tableaux synoptiques : dans le meilleur des cas, tous les chiffres sont disponibles, nombre d'inscrits, nombre de votants, de suffrages pour chacune des listes, de membres des conseils élus ; mais la plupart du temps, les données disponibles sont parcellaires ; lorsque les universités ne peuvent fournir que la composition des conseils élus, il est impossible, vu le mode de scrutin, de reconstituer la répartition proportionnelle des suffrages.

Annexes supprimées par Majhreb - Machrek

(49) Liste des communiqués en notre possession; le lieu cité entre parenthèses est celui où nous avons trouvé les textes originaux.

communiqués signés Sarāyā al-jihād al-islāmī ("Brigades du Jihād islamique"):

- sd. (août 87), suite à l'arrestation de Sulaymān al-Zuhayrī et de "Atāf "Alayān, in al-Talī'a al-Islāmiyya, novembre 1987;
- 17 octobre 1987, suite aux échauffourées du 6.10.87, ibid;
- 29 janvier 1988, conservé à la Jam'iyyat al-Dirāsāt al-"Arabiyya (JDA) (Association des Etudes Arabes, dirigée par Faysal al-Husseini, Jérusalem), n°5020;

communiqués signés al-Jihād al-islāmī ("Jihād islamique"):

- sd. (octobre 1987), suite à la mort des militants le 1.10.87 (Jérusalem)
- sd. (décembre 88, Gaza).
- sd. (diffusé 12 février 1988), appel au jihād contre le la tyrannie impie (tāghūt), l'Amérique, Israël et le communisme, (faux israélien?) JDA, n°5096.

communiqués signés Harakat al-jihād al-islāmī fī Filastīn al-muhtalla ("Mouvement du Jihād islamique en Palestine occupée"):

- 15 janvier 1988, programme de l'intifāda, in al-Islām wa Filastīn (Chypre), 15.02.88
- 27 janvier 1988, contre l'impérialisme et ses agents, ibid.
- 3 février 1988, communiqué adressé à la presse arabe, Ibid.
- 8 mars 1988, appel à la solidarité islamique (Le Caire) (me semble avoir été rédigé à l'extérieur des territoires occupés)

communiqué signé Qiyādat harakat al-jihād al-cha"bī al-Filastīnī

("Direction du mouvement du jihād populaire palestinien"):

- 11 décembre 1987, rep. in al-I"tiḡām (Le Caire), février 1988

A côté de ces tracts signés d'organisations dont l'appellation comporte les termes Jihād islamique, circulent des communiqués d'autres organisations d'une mouvance sans doute très proche:

communiqué signé al-Haraka al-islāmiyya fī-l-watan al-muhtall ("Mouvement islamique dans la patrie occupée")

- 21.11.87, suite à l'ordre d'expulsion du cheikh "Abd al-"Aziz "Uda (Gaza).

communiqué signé Harakat al-fidā'iyyīn al-muslimīn ("Mouvement des fedayine musulmans"):

- sd (1986-87?), JDA, n°2587.

communiqué signé Harakat al-Nidāl al-islāmī ("Mouvement de la lutte islamique"):

- sd. (1983?), JDA, n°779.

(83) Voici la liste des originaux que nous utilisons ici avec le lieu où nous les avons trouvés et leur date (les lettres A, B, C ont été réservées aux communiqués recueillis dans les territoires occupés de façon générale, G étant réservé à la Bande de Gaza; D désigne les communiqués reproduits par le FDLP; F désigne les communiqués reproduits par le Fath; P désigne les communiqués reproduits par le FPLP. Nous n'avons malheureusement pas pu avoir accès aux publications du PCP, ni à l'ensemble de celles du FPLP.

- 1A, non numéroté, signé al-Quwâ al-filastîniyya al-wataniyya ("Forces patriotiques palestiniennes"), Jérusalem, 8 janvier (en-tête bismillâh, "Au nom de Dieu..."); un appel à la grève générale y est lancé du 11 au 13;
- 1B, version quasi identique à 1A, Jérusalem, non datée, qui appelle à une grève générale du 15 au 17, en contradiction avec les termes du communiqué n°2;
- 1D, reproduction à l'identique (moins le bismillâh) de 1A, al-Hurriya (Hr), 31 janvier 1988.
- 2A, signé al-Qiyâda al-wataniyya al-muwahhida li-tas"îd al-intifâda fî-l-manâtiq al-muhtalla ("Direction patriotique unifiée pour l'intensification du soulèvement dans les territoires occupés"), Ramallah, 10 janvier; dans ce tract apparaît l'en-tête repris dans les tracts postérieurs (sauf 4A dans les tracts diffusés en territoires occupés; les publications de l'extérieur ne reproduisent pas toujours les en-tête): "lâ çawt ya"lû fawq çawt al-intifâda" ("aucune voix ne surpasse la voix du soulèvement");
- 2D, reproduit à l'identique 2A (une ligne en moins à l'évidence par erreur typographique), Hr, 31 janvier 1988 et traduction anglaise un peu libre in DFLP Bulletin, janvier-février 1988.
- 3A, signé Munazzamat al-tahrîr al-filastîniyya, al-qiyâda al-wataniyya al-muwahhida li-l-intifâda fî-l-manâtiq al-muhtalla ("OLP, direction patriotique unifiée du soulèvement dans les territoires occupés"), Ramallah, 18 janvier; l'en-tête de 2A est complétée telle qu'elle apparaîtra ensuite: lâ çawt ya"lû fawq çawt al-intifâda, lâ çawt ya"lû fawq çawt cha"b Filastîn- cha"b munazzamat al-tahrîr al-Filastîni, "Aucune voix ne s'élève au-dessus de la voix du soulèvement, aucune voix ne s'élève au dessus de la voix du peuple de Palestine, peuple de l'OLP" Elle utilise une calligraphie particulière que l'on retrouve en 4G (sans la mention de l'OLP dans la signature), 5A, 6A, 7A, 8A (grossièrement imitée), 9A, 11A, 12A (grossièrement imitée). Cette version donne avant tout des consignes pratiques de grèves et de manifestations.
- 3G, version totalement différente de 3A, signée al-Qiyâda al-wataniyya al-muwahhida li-l-intifâda fî qitâ" Ghazza, Le Caire, 16 janvier, bismillâh et en-tête comme 2A; texte éminemment politique sans consignes d'ordre pratique.
- 3D, larges extraits identiques à 3G, signé al-Qiyâda al-wataniyya li-l-intifâda, 17 janvier, sans précision de lieu; une seule coupure significative: parmi la liste des acquis du soulèvement (traduite plus haut), la référence au fait que le soulèvement a réalisé ce qu'en plusieurs les régimes arabes avaient été incapables de mener à bien a disparu; politesse diplomatique? Hr, 24 janvier 1988; résumé en anglais in DFLP Bulletin, janvier 1988.
- 4A, signé al-Qiyâda al-wataniyya al-muwahhida li-tas"îd al-intifâda, Jérusalem, 21 janvier; en-tête "lâ çawt..." absent;
- 4D1, identique à 4A moins deux coupures non signalées, Hr, 31 janvier 1988.

- 4G, version totalement différente de 4A, signée al-Qiyâda al-wataniyya al-muwahhida li-l-intifâda fî qitâ" Ghazza, sans date; la calligraphie est celle de 3A, avec la seule en-tête 2A; programme politique très structuré marqué à gauche.
- 5A, signature et en-tête comme 3A, Ramallah, sd.
- 5D, quasi identique à 5A à l'exception d'une coupure et d'un titre ajouté, Hr, 7 février 1988.
- 6A, signature et calligraphie comme 3A, Jérusalem, 5 février;
- 6D, version s'inspirant de 6A mais au contenu politique différent: condamnation de l'acceptation de la résolution 242 et consignes pratiques absentes chez 6A, Hr, 14 février 1988.
- 7A, signature et en-tête comme 3A, bismillâh surajouté, Ramallah, 13 février;
- 7B, identique à quelques mots près à 7A, Hr, 21 février 1988.
- 8A, en-tête identique à 3A mais imitation artisanale de la calligraphie, signé al-Qiyâda al-wataniyya al-muwahhida li-tas"îd al-intifâda, Jérusalem, sd.;
- 8D, identique à 8A, Hr, 28 février 1988;
- 8F, identique à 8A à l'exception de la signature, al-Qiyâda al-wataniyya al-muwahhida li-l-intifâda; sur les 5 occurrences du terme al-tas"îd dans le texte, 3 ont été remplacées par des synonymes, al-Cakhra (C), 1er mars 1988.
- 9A, signature et en-tête comme 3A, bismillâh surajouté, Ramallah, 2 mars 1988;
- 9D, identique à 9A, Hr, 6 mars 1988;
- 9F, identique à 9A, dactylographie Fath, Le Caire;
- 9P, traduction anglaise rigoureuse de 9A, Democratic Palestine, mars 1988.
- 10A, signé al-Qiyâda al-wataniyya al-muwahhida li-l-intifâda, munazzamat al-tahrîr al-filastîniyya, en-tête identique à 2A, pas de calligraphie particulière, réclame la démission des députés palestiniens au parlement jordanien, Jérusalem, 10 mars 1988;
- 10D version considérablement augmentée et au contenu politique différent de 10A: la démission des députés n'est pas exigée; la direction se félicite seulement de la lutte menée par "les masses contre l'armée israélienne, les colons, les collaborateurs et les hommes de main du régime jordanien"; le texte parle également de la communauté de destin entre la population des territoires occupés en 1967 et celle d'Israël dans ses frontières de 1948, Hr, 20 mars 1988;
- 10F, quasi identique à 10D sauf disparition complète du passage anti-jordanien, Sk, 15 mars 1988.

- 11A, signature, en-tête et calligraphie comme 3A, demande réitérée de la démission des députés, Ramallah, 19 mars 1988;
- 11D, quasi identique à 11A, dans la signature, al-manâtiq al-muhtalla étant remplacé par al-arâdî al-muhtalla, suppression du paragraphe concernant les députés, Hr, 27 mars 1988;
- 11F, identique à 11D, SK, 29 mars 1988 et Filastîn al-Thawra.
- 12A, signé comme 11D, Ramallah, 2 avril 1988;
- 12D, identique à 12A (une ligne en moins par faute typographique), la signature ne porte ni al-manâtiq ni al-arâdî, Hr, 10 avril 1988;
- 12F, identique à 12A, signé al-manâtiq, SK, 5 avril 1988.

A ces communiqués numérotés, il convient d'ajouter:

- Bayân hâmm ("communiqué important") signé al-Qiyâda an-wataniyya al-muwahhida li-l-intifâda fî qitâ Ghazza, sd. (exposé sur la composition de la direction et programme politique).

Outre les tracts des organisations politiques habituelles (Fath, parti communiste etc.) circulent d'autres tracts signés al-Lijân al-wataniyya wa-l-cha"biyya li-l-intifâda ("Comités patriotiques et populaires du soulèvement), al-Quwâ al-wataniyya fî al-arâdî al-muhtalla ("Forces patriotiques dans les terres occupées", reproduit par le Fath), al-Lijân al-cha"biyya li-da"m al-intifâda fî al-watan al-muhtalla ("Comités populaires pour l'encouragement du soulèvement dans la patrie occupée"); les comités locaux ou professionnels diffusent eux aussi des tracts tels ceux signés Lajnat al-tansiq al-"ulyâ li-mukhtalif qatâ"ât al-ta"lim fî-l-arâdî al-"arabiyya al-muhtalla ("Comité suprême de coordination des divers secteurs de l'enseignement dans les terres arabes occupées"), al-Lajna al-cha"biyya fî hârat Sa"diyya, al-balda al-qadîma, al-Qods ("Comité populaire du quartier Sa"diyya, vieille ville de Jérusalem), ou encore al-Lajna al-wataniyya li-tujjâr Ramallâd wa-l-Bîra ("Comités patriotiques des commerçants de Ramallah et d'el-Bîra". al-Hurriya publie régulièrement bon nombre de tracts signés des comités locaux de la direction unifiée.

(87) Mon corpus se compose des communiqués suivants:

- janvier, in al-Islâm wa Filastîn, 15 février 1988
- Jumâdâ al-awilâ-janvier (distribué vers le 15), JDA, n°5018
- Jumâdâ al-âhira-janvier (distribué vers le 25), JDA, n°5019
- Jumâdâ al-âhira-février (début du mois), Jérusalem; apparition de l'acronyme himâs
- 23 février, JDA, n°5133
- 4 mars, JDA, n°5134
- 13 mars, JDA, n°5220
- 28 mars, JDA, n°5221